

LE TERRITOIRE EN PERSONNE(S)

MAI 2026
N° 118

MADINMAG

EWAG

+ le livret emploi
by bonfilon

**GAËL
CHEVALIER**
directeur du GRADeS

**STÉPHANE
BERNIAC**
président du GRADeS

« **NUMÉRIQUE EN
SANTÉ: LES EXPERTS
DONNENT LE CAP!** »

DOSSIER | À BORD DES BATEAUX QUI VEILLENT SUR NOUS

Entretien inédit avec Dr DENIS MUKWEGE ⁴⁴ • 24h avec ORLANE ET CÉLIAN ⁵⁰
Déambulation DANS LE JARDIN de nos mères ⁶⁰ • SÉLECTION CULTURELLE
AUTOUR DU MOIS DES MÉMOIRES ⁶⁷ • La LOI TAUBIRA a 25 ans ⁶⁶



rendezvousauxjardins.fr

#RDVJ

Martinique



SCANNER POUR
RETROUVEZ
LE PROGRAMME

ÉDITO

Un temps pour se souvenir

Elle habite les lieux, les visages, les gestes simples. Elle surgit de la vibration d'une conque jusqu'à émouvoir le prix Nobel de la paix Dr Denis Mukwege, en visite en Martinique. Elle se dissimule derrière un paysage, celui d'une yole sur le rivage de l'île de Gorée, 50 ans après la rencontre entre Aimé Césaire et Léopold Sédar Senghor. Elle se transmet dans l'apparente banalité d'une mère dans son jardin, photographiée par Cédric-Isham Calvados.

La mémoire.

Sans elle, les histoires s'effacent et les identités se fragilisent. Mais que signifie se souvenir ? On a posé la question à Audrey Célestine en ce mois de commémorations. Chez nous, la mémoire porte une force particulière. Elle traverse les récits familiaux, les traditions, les silences aussi. Elle garde la trace des joies, des souffrances, des luttes et des héritages qui façonnent nos communautés. Lien vivant entre les générations.

Parce qu'au fond, ce que nous choisissons de transmettre dit toujours quelque chose de ce que nous voulons sauver.

Mathieu Rached et Floriane Jean-Gilles
Rédacteurs en chef
Guadeloupe Martinique Guyane





Les magazines **KaruMag, GuyaMag, MadInMag** et **SoualiMag** sont édités par le groupe EWAG.

Consultez tous nos magazines sur www.ewag.fr
Pour nous envoyer un mail : prenomnom@ewag.fr

Directeur de publication
Laurent Nesty

Directrices de la Diffusion
Audrey Barty (0696 28 84 79)
Anouck Talban

Directrice de la stratégie commerciale
Aurélie Bancet (0690 37 54 82)

Directeur du développement
Luciano Sainte-Rose (0696 07 62 64)

Directeur Guyane
Mathieu Delmer (0694 26 55 61)

RÉDACTION
Rédacteurs en chef
Mathieu Rached
Floriane Jean-Gilles (0696 36 91 56)

Coordination
Amandine Sauvage (0690 68 34 49)

Rédacteurs
Sarah Balay - Sandrine Chopot - Caroline Babin - Karolyne Vidéira Hubert - Laëticia Juraver - Axelle Dorville

Secrétaire de rédaction
Chantal Bigay

Photographes
Jean-Albert Coopmann - Lou Denim
Christophe Fidole

Photo de couverture
Jean-Albert Coopmann

Design graphique
Gwénaél Tilly (0690 65 23 97)
Jessica Schwaller (0696 74 00 22)

AGENCES
Martinique
Émilie Valérius (0696 81 60 43)
Luciano Sainte-Rose (0696 07 62 64)

Guadeloupe
Audrey Béral (0690 27 82 22)
Aurélie Bancet (0690 37 54 82)
Angela Fontana (0691 24 28 92)
Marie Prat (0690 56 72 84)

Assistante commerciale
Christiana Fidelin (0691 28 12 40)

Guyane
Mathieu Delmer (0694 26 55 61)

DIFFUSION
Cheffe de projet contenu & social media manager
Léo Vignocan (0696 28 75 26)
Community manager
Alice Colmerauer (0690 30 84 30)

VIDÉO
JRI
Arnaud Galipo (0690 34 90 01)
Sariatha Boulard (0696 28 84 87)

DISTRIBUTION
Guyamag : Iguanacom (0694 26 55 61)
Karumag : BD Locations (0690 80 15 99)
MadInmag : M.C.P. (0696 78 36 58)

© EWAG - La reproduction, même partielle, des articles et illustrations publiés dans ce magazine est interdite. EWAG décline toute responsabilité pour les documents remis.

Ce magazine est imprimé aux Antilles-Guyane, Imprimeur certifié PEFC, sur papier issu de forêts gérées durablement. Ouvrage imprimé à 100% avec des encres respectueuses de l'environnement et conforme à la norme imprim'vert.



EWAG GUADELOUPE - SIÈGE
Rue H.Becquerel - BP2174
97195 Jarry Cedex
0590 41 91 33

EWAG GUYANE
5 Chemin Grant
Lotissement Montjoyeux
97300 Cayenne
0694 26 55 61

EWAG MARTINIQUE
Immeuble Périé Médical, 22 Rue Ernest Hemingway, ZAC Etang Z'abricot,
97200 Fort-de-France
0596 30 14 14

Ils et elles ont contribué à ce numéro



Axelle Dorville
Rédactrice chez bonfilon.info



Audrey Béral
Déléguée générale bonfilon



Marie Prat
Consultante en communication

L'assurance Habitation GFA

2 mois d'assurance offerts à vie !



gfacaraibes.fr



Asiré nou la !

Pour toute nouvelle souscription d'une assurance habitation GFA, profitez de deux mois de cotisations offerts à vie !

Offre valable du 1^{er} au 30 juin 2026



**GFA
CARAÏBES**

Information non-contractuelle à caractère publicitaire. Les garanties peuvent donner lieu à exclusions, limitations et franchises. Pour connaître le détail, l'étendue et les conditions de garantie, reportez-vous aux dispositions générales et particulières du contrat. La souscription d'un contrat ou de certaines garanties demeure soumise à nos règles d'acceptation des risques.
*Pour toute nouvelle souscription d'un contrat multirisques habitation, en tacite reconduction et par prélèvement mensuel, hors contrat à la carte. Cet avantage est acquis à vie (tant que ce contrat souscrit dans le cadre de cette opération restera en vigueur). Offre valable jusqu'au 30.06.2026.

SOMMAIRE

LES VOIX DU TERRITOIRE

- 10 **E-SANTÉ MARTINIQUE** Les experts donnent le cap
- 14 **FONDATION PARTAGE & VIE** « On avance ensemble »
- 18 **FRESHPRINT** Un nouveau souffle créatif !
- 20 **AEROKONSULT** Viser l'excellence, ici et maintenant
- 24 **EDF** L'énergie la moins chère est celle que l'on ne consomme pas !

ET SI

- 28 **STMI** Répondre au défi sargasses
- 30 **DOSSIER** Ces bateaux qui veillent sur nous

LES YEUX DU MÉDIA

- 44 Entretien exceptionnel avec **Dr DENIS MUKWEGE**
- 48 **BRÈVES**
- 50 **DANS LES PAS** d'Orlane et Célian
- 52 **PEUT-ON PRÉVOIR L'ÉVOLUTION** des côtes guyanaises grâce au passé ?
- 53 **AVION, BOULOT, DODO** : les habitués des vols interrégionaux
- 56 **PORTRAIT DE CÉLIA DUQUESNAY**, l'ingénieure globe-trotteuse
- 57 **LE CHIFFRE**
- 58 **BIEN-ÊTRE, BIEN TRAVAILLER ?** Réponse avec bonfilon
- 60 **PORTFOLIO** Le jardin de ma mère
- 66 **LA LOI TAUBIRA** en 45 minutes
- 67 Sélection culture : **LE MOIS DES MÉMOIRES**
- 70 **IMAGE DU MOIS**
- 74 **CE QU'IL NE FALLAIT PAS LOUPER !**



PEY'innov
ORGANISÉ PAR LE PARM



ENTRÉE
WWW.PEYINNOV.COM
GRATUITE

1^{er} salon de l'innovation agroalimentaire en Martinique

25-26 SEPTEMBRE 2026
PALAIS DES CONGRÈS DE MADIANA



EXPO TENDANCES INNOVATIONS LOCALES & INTERNATIONALES •
CONFÉRENCES • ATELIERS THÉMATIQUES • ANIMATIONS



MÉMORIAL NATIONAL DES VICTIMES DE L'ESCLAVAGE

216 000 noms.

Une seule promesse : ne pas oublier !

Contribuez à ériger le Mémorial national
des victimes de l'esclavage, au cœur de Paris,
face à la tour Eiffel.



“Mettre en lumière les oubliés”

FAITES UN DON

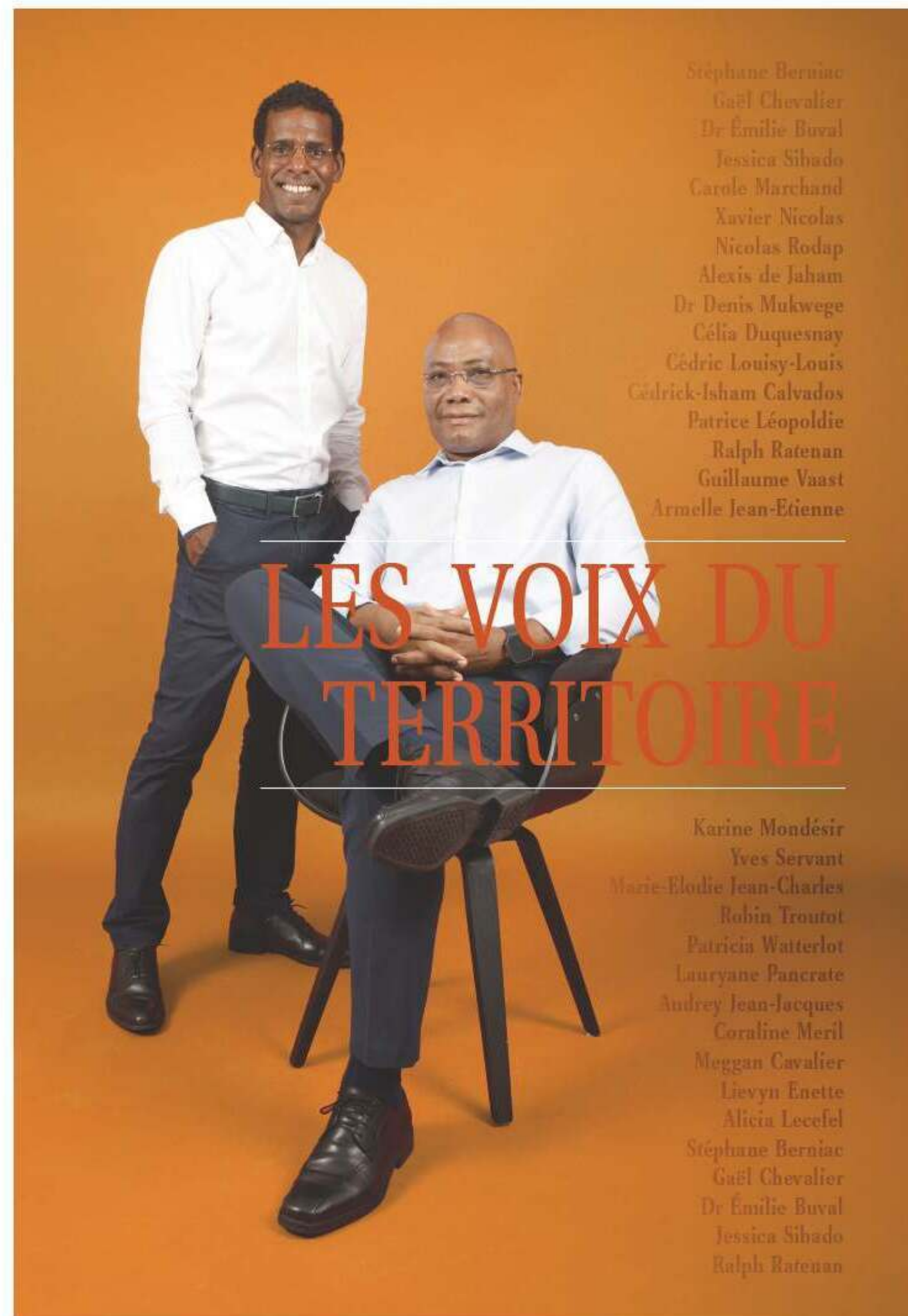
Impôt sur le revenu : 66% déductible / IFI : 75% déductible



SCANNEZ LE QR CODE OU CLIQUEZ-ICI

Sous l'égide de la Fondation de France

En savoir plus : memorial-trocadero.org



Stéphane Berniac
Guël Chevalier
Dr Émilie Buval
Jessica Sibado
Carole Marchand
Xavier Nicolas
Nicolas Rodap
Alexis de Jaham
Dr Denis Mukwege
Célia Duquesnay
Cédric Louisy-Louis
Gédrick-Isham Calvados
Patrice Léopoldie
Ralph Ratenan
Guillaume Vaast
Armelle Jean-Étienne

LES VOIX DU TERRITOIRE

Karine Mondésir
Yves Servant
Marie-Elodie Jean-Charles
Robin Troutot
Patricin Watterlot
Lauryane Pancrate
Audrey Jean-Jacques
Coraline Meril
Meggan Cavalier
Lievyne Enette
Alicia Lecéfel
Stéphane Berniac
Guël Chevalier
Dr Émilie Buval
Jessica Sibado
Ralph Ratenan

LE NUMÉRIQUE AU SERVICE DE LA SANTÉ DES MARTINIQUAIS

Avec la Madin'eSanté 2026,
la santé numérique martiniquaise entre dans
une nouvelle dimension. Explications.

Texte Mathieu Rached - Photo Jean-Albert Coopmann

Les 26 et 27 mars 2026, le Palais des Congrès de Madiana a accueilli la deuxième édition de Madin'eSanté, organisée par le GRADeS avec le soutien de l'ARS, un événement désormais incontournable du numérique en santé en Martinique. Durant deux journées, professionnels de santé, institutions, experts du numérique, chercheurs et porteurs de projets ont confronté leurs visions et partagé leurs expériences autour d'un même objectif : accélérer la transformation du système de santé martiniquais grâce aux outils numériques.

Au fil des conférences, tables rondes et démonstrations, une idée forte s'est imposée : le numérique n'est plus un simple sujet d'innovation. Il devient progressivement une composante essentielle de l'organisation des soins, de la coordination entre professionnels et de la qualité de prise en charge des patients.

Dialogue nécessaire

En seulement deux éditions, Madin'eSanté a gagné en ampleur et en légitimité. L'événement s'affirme aujourd'hui comme un espace stratégique de dialogue entre les acteurs du territoire : établissements de santé, professionnels libéraux, structures médico-sociales, institutions publiques et entreprises du numérique en santé.

Cette montée en puissance intervient dans un contexte où les défis sanitaires se multiplient : vieillissement de la population, progression des maladies chroniques, tensions sur les ressources médicales ou encore nécessité d'améliorer la coordination des parcours de soins.

Pour les territoires ultramarins, ces enjeux prennent une dimension particulière. Continuité des soins, accès aux spécialités médicales, sécurisation des données de santé et accompagnement des usages numériques nécessitent des réponses adaptées aux réalités locales. C'est précisément ce que Madin'eSanté cherche à construire : « une transformation numérique pensée à partir des besoins du terrain martiniquais », décrit Gaël Chevalier, directeur du GRADeS. Ajoutant que cette transformation doit être guidée par « l'exigence, le pragmatisme et la lucidité », Stéphane Berniac, le président du GRADeS a invité les participants à refuser à la fois « la naïveté technologique et la défiance systématique, afin de pouvoir construire un usage encadré et éthique du numérique en santé, au service des patients, de la qualité des soins et de l'intérêt général ».

La cybersécurité au cœur des préoccupations

Cette édition 2026 a largement mis l'accent sur la cybersécurité, devenue un sujet majeur pour les établissements de santé. Après avoir consacré la première édition à la détection des cyberattaques, Madin'eSanté 2026 s'est concentré sur la gestion des incidents et la capacité des structures à réagir collectivement face aux crises numériques. Le GRADeS Martinique a notamment profité du séminaire pour annoncer le lancement du projet Easyllence, un outil destiné à améliorer la coordination des cellules de crise entre établissements de santé et autorités sanitaires en cas

C'est quoi le GRADeS ?

Acteur clé de la transformation numérique en santé en Martinique, le GIP GRADeS Martinique (Groupement Régional d'Appui au Développement de la e-Santé) accompagne les professionnels et les structures du territoire dans l'évolution de leurs pratiques et de leurs outils numériques. Opérateur numérique de l'ARS, il intervient auprès des établissements de santé, des structures médico-sociales, des professionnels libéraux ainsi que des acteurs sociaux.

Au cœur de son action : le développement et le déploiement de solutions numériques destinées à fluidifier les échanges, renforcer la coordination des parcours et améliorer la prise en charge des patients et des usagers. Plateformes de télésanté, outils d'orientation et de coordination, dispositifs d'échange de données, accompagnement à la cybersécurité ou encore expérimentations innovantes font partie des services proposés par le GRADeS.

Mais au-delà des outils, l'enjeu est aussi humain et organisationnel. Le groupement apporte un appui concret aux professionnels afin de faciliter l'appropriation des usages numériques et leur intégration dans les pratiques quotidiennes. Une approche de terrain, pragmatique et collaborative, qui vise à concevoir des solutions simples, utiles et adaptées aux réalités locales du système de santé martiniquais.

**Stéphane
Berniac**
président du GRADeS

**Gaël
Chevalier**
directeur du GRADeS



d'attaque informatique ou d'événement sanitaire majeur. L'objectif : « fluidifier les échanges d'informations, partager les plans d'action et assurer une gestion de crise plus structurée et plus rapide entre les différents acteurs du territoire », présente Ralph Ratenan, RSSI du GRADeS (responsable de la sécurité des systèmes d'information). Le secteur médico-social a également occupé une place importante dans les discussions. Plusieurs ateliers ont permis à des structures comme les EHPAD ou établissements accueillant des personnes en situation de handicap d'évaluer leur niveau de maturité numérique et d'identifier leurs besoins en matière de sécurisation informatique. Un enjeu d'autant plus crucial que beaucoup de ces structures amorcent seulement leur transition vers des systèmes entièrement numérisés.

Alerter

S'il y a 10 ans, un établissement victime d'une tentative de cyberattaque aurait pu ne rien dire, il a aujourd'hui l'obligation légale de déclarer tout incident de ce type. L'enjeu : alimenter un observatoire qui peut aider à orienter les diagnostics, les budgets, et avoir une vision de la menace. « Il n'y a pas de honte à avoir été attaqué, insiste Ralph Ratenan, là où il peut y avoir une honte, c'est de n'avoir rien fait pour diminuer le risque ».

IA s'invite dans les pratiques médicales

Autre temps fort du séminaire : l'intégration croissante de l'intelligence artificielle dans les pratiques médicales. Plusieurs experts sont venus présenter des usages très concrets déjà expérimentés dans les établissements de santé. Parmi eux, le Pr Stéphanie Allasouani, spécialiste des mathématiques appliquées à la médecine, a exposé les avancées autour des assistants de retranscription médicale assistés par IA. « Ces outils permettent désormais de retranscrire automatiquement les consultations médicales et d'en structurer les éléments essentiels : contexte clinique, diagnostic, prescriptions ou suivi du patient ». Au-delà du gain de temps administratif, les intervenants ont souligné l'impact potentiel de ces technologies sur la qualité des soins, la prévention et la recherche clinique.

Le séminaire a également mis en lumière le concept de « jumeaux numériques » de patients. Grâce à l'analyse de grandes masses de données médicales, ces modèles pourraient permettre d'anticiper certaines pathologies neurodégénératives plusieurs années avant l'apparition des symptômes. Depuis La Réunion, le Dr Guillaume Vaast a quant à lui présenté RECOVOC, un outil développé localement pour assister les praticiens dans la rédaction automatisée des comptes rendus

médicaux. Une démarche qui illustre « une volonté forte de développer des solutions souveraines, conçues par et pour les professionnels de santé ».

Repenser les parcours de soins grâce au numérique

Au-delà des innovations technologiques, Madin'eSanté 2026 a surtout mis en avant une transformation plus profonde : celle de l'organisation même des parcours de soins. Les échanges ont notamment porté sur la prise en charge des maladies chroniques comme le diabète, l'obésité, l'insuffisance cardiaque ou l'hypertension artérielle. Le programme Protec Maladie Chronique, actuellement déployé en Martinique, vise à mieux articuler médecine hospitalière et soins de ville grâce à des outils numériques de coordination. Une cellule dédiée assure l'orientation des patients selon leurs besoins et facilite le suivi entre les différents professionnels impliqués dans leur prise en charge. Cette approche dite de « responsabilité populationnelle » marque une évolution importante : le système de santé ne se limite plus à soigner individuellement les patients, mais cherche à organiser collectivement des parcours plus fluides, plus efficaces et mieux adaptés aux réalités du territoire.

Une dynamique collective qui s'affirme

Au-delà des démonstrations technologiques, Madin'eSanté 2026 aura surtout illustré la montée en maturité du territoire martiniquais sur les enjeux du numérique en santé. Les nombreux échanges entre professionnels, institutions et partenaires ont montré qu'une dynamique collective est en train de se structurer. Tous les intervenants ont insisté sur un point : la réussite de la transformation numérique dépend autant des outils que de la capacité des acteurs à coopérer et à accompagner les usages. Car, derrière les plateformes, les logiciels et l'intelligence artificielle, « le principal défi reste profondément humain : former, rassurer, coordonner et construire des organisations capables d'intégrer durablement ces nouvelles pratiques », insiste Gaël Chevalier.

Une édition charnière

Cette édition 2026 marque sans doute un tournant pour Madin'eSanté. Le séminaire dépasse désormais le cadre d'un simple rendez-vous technique pour devenir un véritable espace de réflexion stratégique sur l'avenir du système de santé martiniquais. Dans un contexte où les innovations numériques se multiplient à grande vitesse, la Martinique semble vouloir prendre pleinement part à cette transformation, tout en cherchant à préserver une approche adaptée à ses spécificités territoriales et humaines. Une ambition résumée par l'esprit même de cette édition : faire du numérique non pas une finalité, mais un outil au service d'une santé plus coordonnée, plus sécurisée et plus proche des besoins de la population martiniquaise.



L'équipe du GRADeS met son expertise au service des acteurs sanitaires, sociaux, médico-sociaux et ambulatoires, qu'ils soient publics ou privés, afin de soutenir leur transformation digitale.

« Les outils IA vont valoriser la part de l'humain »

3 questions à Yves Servant, directeur général de l'ARS Martinique

À mesure que l'intelligence artificielle s'imisce dans un secteur, elle fascine autant qu'elle fait peur. Comment percevez-vous ces bouleversements en matière de santé à l'échelle du territoire ?

Je crois que la première chose à retenir c'est avant tout que la révolution industrielle de l'intelligence artificielle porte une promesse, et que celle-ci doit bénéficier pleinement aux territoires ultramarins, notamment la Martinique. Et ce, en termes d'amélioration des prises en charge, en termes d'efficacité pour nos professionnels de santé qui peuvent déléguer certains aspects et se centrer sur leur véritable métier. C'est-à-dire que cet outillage d'IA va permettre de laisser exister la part de l'humain dans la prise en charge, ce qui est

la véritable valeur ajoutée des professionnels de santé au contact des patients.

Ces nouveaux outils entraînent également un certain nombre de défis à l'échelle d'une société attachée à l'égalité d'accès aux soins ?

En effet, ces évolutions techniques qui ont nourri tous les travaux qui nous ont été présentés durant ces deux jours s'accompagnent d'un défi éthique. D'abord parce que toute révolution industrielle est susceptible de créer de l'inégalité, de laisser une partie de notre population sur le bas-côté, parce qu'elle n'aura pas pu basculer dans ses usages et dans ses pratiques. C'est une de nos vigilances, évidemment, que ces nouveaux usages bénéficient au premier chef, aux populations les plus fragiles. Et aussi parce que ces outils exigent que nous ayons une réflexion plus profonde, éthique, sur les usages et sur la cybersécurité, c'est-à-dire aussi sur la manière de protéger les gisements d'informations qui touchent à l'intime.

En laissant de côté les promesses et les défis, quelle application aura précisément un impact sur les patients ?

Développer des modèles qui permettent d'avoir des prédictions de l'exposition de certaines populations à certains types de pathologies va changer l'approche en matière de prévention. De tels modèles permettront de développer à destination de populations cibles des actions de prévention qui permettront soit de freiner le processus pathologique, soit de prévenir purement et simplement la survenue de la maladie... Les défis éthiques existent et les opportunités aussi.

Surpoids et obésité

« ON AVANCE ENSEMBLE »

La feuille de route 2026-2030 pour la prise en charge des personnes en situation d'obésité, présentée en janvier, réaffirme la volonté du gouvernement « d'augmenter l'accès à des soins personnalisés, de proximité et inscrits dans la durée » à toutes les personnes concernées. En Martinique, la clinique la Valériane est spécialisée en réadaptation nutritionnelle avec une expertise dans la prise en charge de l'obésité. Nous avons rencontré le Dr Émilie Buval, médecin généraliste.

Texte Floriane Jean-Gilles - Photo Jean-Albert Coopmann



Dr Émilie Buval, médecin responsable de l'hôpital de jour de la Valériane

En Martinique, le surpoids touche plus d'une personne sur deux, 20 % des adultes sont en situation d'obésité. Pourtant, cette réalité reste banalisée. Pourquoi ?

En effet, les chiffres sont alarmants, et cela concerne aussi les enfants (2 enfants sur 5 sont en situation d'obésité). C'est une maladie chronique à part entière, avec de réels retentissements sur la santé physique, le bien-être psychologique et la qualité de vie. Elle reste banalisée car mal comprise, trop souvent réduite à une question de volonté.

En quoi consiste cette prise en charge ?

La prise en charge doit être pluridisciplinaire. Le patient est accompagné par des médecins, diététiciennes, psychologues, infirmières et enseignants en activités physiques adaptées, tous formés à l'éducation thérapeutique. L'objectif : aider chacun à mieux comprendre sa maladie et à la gérer au quotidien, à son rythme, afin d'éviter la survenue des complications. Un suivi régulier en hôpital de jour permet ensuite de consolider les acquis dans la durée.

Que diriez-vous à ceux qui hésitent à franchir le pas, par crainte du jugement ou pour des raisons financières ?

Ces craintes sont légitimes. Pour autant, il faut savoir que l'accompagnement se fait avec bienveillance et professionnalisme. On ne juge pas, on écoute, on soigne, on avance ensemble. De plus, il faut savoir que ce type de prise en charge est financé par la Sécurité sociale et la mutuelle, sans reste à charge, pour le patient, ce qui lui permet d'aborder son parcours de soins dans des conditions sereines. Si vous ou l'un de vos proches êtes concernés, n'hésitez pas : parlez-en à votre médecin.

« Alors que 17,9 % de la population adulte est en situation d'obésité en métropole, ce taux s'élève à 22,4 % en outre-mer. Si le taux d'obésité est sensiblement le même pour les femmes et les hommes en métropole, celui des femmes est plus élevé que celui des hommes dans les DROM, l'écart le plus important se situant à Mayotte. Les femmes de 15 ans ou plus sont 23 % à être en obésité en Guadeloupe et en Guyane, 25 % en Martinique, 20 % à La Réunion et 34 % à Mayotte contre seulement 16 % pour les hommes de cette classe d'âge à Mayotte. »

Extrait de *Prise en charge des personnes en situation d'obésité, feuille de route 2026-2030 (janvier 2026)*.

RIMÉD

By EWAG.

DANS VOTRE PROCHAIN NUMÉRO



Octobre Rose, c'est bien plus qu'une campagne !



Comment convaincre nos ados de faire du sport ?



10 octobre :
journée nationale des dys



Ces plantes médicinales
à ne surtout pas confondre...

PARUTION : SEPTEMBRE 2026

RETROUVEZ-NOUS SUR



Démocratiser l'accès à une eau du robinet filtrée de qualité

Chez ses deux amis d'enfance âgés de 28 ans, la volonté d'entreprendre se fait très vite sentir. D'abord chez Vincent, qui arrête ses études de médecine très tôt pour monter une société dans le marketing digital et le e-commerce. Enthousiasmé par cette expérience, il ne tardera pas à convaincre Adrien en 2023, qui lui est diplômé d'école de commerce et travaille alors chez BNP Paribas.



En toile de fond de cette aventure entrepreneuriale commune, une prise de conscience pour ces deux martiniquais. Avec comme point de départ, le chlor-décone, pesticide toxique utilisé en Martinique de 1972 à 1993 pour l'agriculture intensive de la banane, qui a contaminé les sols et les nappes phréatiques et qui continue à contaminer aujourd'hui l'eau bue au quotidien par les Martiniquais. Avec ce scandale sanitaire en filigrane, ils comprennent rapidement que l'accès à une eau du robinet saine est problématique partout en France à cause de la vétusté des réseaux de canalisations ou encore la présence de pesticides ou autres agents polluants. Se pose alors une question pour Adrien et Vincent : comment agir et que faire pour avoir l'assurance de boire une eau de qualité ? En 2023, déçus par l'efficacité et le prix des solutions de filtration déjà présentes sur le marché, ils



fondent Pureva et se donnent pour mission de faire de l'eau filtrée au robinet un bien commun accessible à tous et une norme pour le grand public. Dans leur première phase de développement, ils conçoivent un dispositif de microfiltration naturelle directement fixé sur le robinet en travaillant avec des experts du secteur. Ils font ainsi de chaque robinet, une source d'eau plus pure, plus respectueuse de la santé. L'évidence de la démonstration, au contact notamment de la population martiniquaise, leur vaut un succès encourageant. Un succès qui s'amplifie avec la vente en ligne qui leur permet d'équiper plus de 18 000 foyers. Fort de cette réussite, ils bouclent un premier tour de financement participatif via la plateforme Tudigo après y avoir été introduit par Jean-Pierre Nadir (Fondateur de Easyvoyage, Fairmoove, et jury dans l'émission «qui veut devenir mon associé», de M6). Cette nouvelle étape leur permet en 2024, d'améliorer leur dispositif et de le rendre plus performant avec une microfiltration naturelle de 0,1micron, garantissant une eau de qualité optimale sans réduire les minéraux. Leur ambition, devenir le premier fournisseur de filtre à eau installé au robinet.

Pureva.



Pureva
61 rue de Lyon, 75012 PARIS
@ @ @

Communication

UN NOUVEAU SOUFFLE CRÉATIF !

Nouvelle identité, nouveaux équipements, nouveaux services, **Freshprint** (ex-ABS Communication) ouvre une nouvelle page de son histoire. Spécialisée dans la création et l'impression visuelle, l'entreprise affirme ses ambitions de développement.

Texte Sandrine Chopot - Photo Jean-Albert Coopmann



Patrice Léopoldie, directeur Fresh Print

En juin 2024, ABS Communication devient Freshprint, une identité plus en phase avec ses ambitions et l'évolution du marché. « J'avais envie d'aller vers de nouvelles technologies afin de proposer à nos clients des produits et services adaptés aux besoins actuels », explique Patrice Léopoldie, directeur.

Une entreprise en pleine mutation

L'entreprise a fortement investi dans son développement et agrandi ses espaces avec un showroom de 60 m², un atelier de 300 m², un espace de stockage de 300 m². Avec 4 pôles en interne : commercial, création graphique, production/fabrication et administratif ; et en externe : un réseau d'intervenants pour la pose et l'installation, l'entreprise se positionne autour de trois activités : le grand format et l'enseigne, les stickers et le covering (façade, véhicule, bateau), les supports événementiels (beach flags, tentes personnalisées, PIV, structures gonflables). Mais l'entreprise veut surtout proposer une approche globale. « On ne parle plus seulement de produits, mais de projets. On ne vend pas une enseigne ou de la PIV, on vend de la visibilité », souligne le directeur.

Des solutions pensées pour les professionnels

L'entreprise dispose d'un studio graphique intégré avec simulations et rendus 3D pour permettre aux clients de visualiser leurs projets avant fabrication. Face aux tensions logistiques internationales, Freshprint mise également sur l'anticipation. « Nous proposons à nos clients de commander leurs supports de communication à l'année que nous stockons gratuitement chez nous. Cela leur permet de réaliser des économies d'échelle et de disposer rapidement de leurs com-

mandes », ajoute-t-il.

Pour sécuriser ses approvisionnements, grâce à un important travail de Sourcing à l'international et à la maîtrise de sa *supply chain*, l'entreprise s'appuie sur un réseau de partenaires en Europe et en Asie, avec qui elle collabore depuis plus de 15 ans.

L'humain au cœur de la machine

Derrière les investissements technologiques – imprimantes 2.5D avec effets relief, découpe numérique, fabrication d'enseignes lumineuses ou logiciels de suivi de production –, Patrice Léopoldie rappelle l'essentiel : « Nous formons une équipe dynamique et passionnée, attentive aux dernières innovations pour offrir toujours plus de visibilité à nos clients ».

Cette philosophie se résume dans le slogan de l'entreprise : « Vous aimerez IMPRESSIONner ! »

Le mapping, une nouvelle dimension visuelle

Avec son outil de mapping, Freshprint permet aux entreprises de visualiser et gérer en un clic et sans avoir à se déplacer, l'ensemble de leurs supports de communication grâce à une cartographie interactive.

Juliette Le Roch (technico-commerciale), Céline Dorival (responsable administrative), Alain-Michel Eudorcait (graphiste PAO), Marc Duteurtre (responsable production), Guillaume Pepin (technico-commercial), Patrice Léopoldie (directeur), Jonathan Naira Alkhoury (Poseur)

Freshprint
212, avenue Maurice Bishop,
Kerlys, Fort-de-France

0596 550 624
Hello@fresh-print.fr
fresh-print.fr



Formation

VISER L'EXCELLENCE, ICI ET MAINTENANT

Former aux Antilles, en Guyane ou à La Réunion, avec les mêmes standards, le même niveau d'exigence qu'à Paris, Genève ou Dubaï, c'est l'ambition affichée par Carole Marchand, fondatrice du centre de formation **AeroKonsult Group**, et son CFA, Outremer Academy.

Auteur Caroline Bablin - Photos Lou Denim

« Dans nos territoires ultramarins, le tourisme premium, l'événementiel et l'hôtellerie de luxe ont besoin de collaborateurs qui maîtrisent la posture, le savoir-être, l'anglais opérationnel et le sens du client international », constate Carole Marchand, fondatrice du centre de formation AeroKonsult Group, spécialisé dans le secteur aéroportuaire, un environnement où « la rigueur, le sérieux et le respect de la procédure conditionnent la sûreté de tous ». Une expertise et une culture du « zéro défaut » qui ont fait la réputation du centre de formation et qui, depuis 2019, font aussi la spécificité du CFA Outremer Academy, qui prépare les jeunes aux métiers de l'accueil, de la vente et du service.

L'école internationale Tunon comme partenaire

Mais aujourd'hui, Carole Marchand souhaite aller plus loin. Tandis que le centre de formation s'appête à ouvrir une antenne en Martinique, la gérante vient de signer un partenariat avec l'école internationale Tunon, dont elle est elle-même une alumni, « promotion 2000 » : « Tunon m'a donné énormément : la rigueur, la posture, le sens du service, un réseau qui m'a accompagnée toute ma carrière, et la confiance d'aller chercher des choses que je ne pensais pas être à ma portée. » Une force et un réseau dont elle souhaite aujourd'hui faire profiter les jeunes ultramarins désireux de s'investir dans un parcours d'excellence. « Tunon, c'est une pédagogie, des référentiels éprouvés », insiste Carole Marchand. « Tunon ne forme pas à un métier précis, Tunon forme à évoluer dans un environnement haut de gamme, quel que soit le secteur d'activité : salon VIP aérien, concession automobile premium, hôtels de luxe, bijouterie, conciergerie privée, etc. Ce sont les mêmes codes, le même savoir-être, la même posture. C'est ça, le vrai apport pédagogique. » De son côté, le CFA Outremer

Academy apporte l'ancrage local, la connaissance de chaque territoire.

Avec les acteurs locaux

« À La Réunion, on travaille étroitement avec l'écosystème hôtelier et touristique de l'océan Indien. En Guadeloupe et en Martinique, on construit une approche adaptée au croisiérisme haut de gamme, à l'hôtellerie de plage premium, à l'événementiel, au commerce de luxe en zone touristique. En Guyane, le contexte est encore différent, avec une économie portée par le spatial, une fréquentation d'affaires internationale, des besoins très spécifiques en accueil et en service... On ne plaque pas un modèle hexagonal sur un territoire ; on le construit avec les acteurs locaux », explique Carole Marchand. En revanche, le diplôme, le programme et les exigences sont identiques partout, à Paris, Lyon, Cayenne, Pointe-à-Pitre ou Fort-de-France. C'est ce qui garantit la valeur du titre.

Jusqu'à là, les apprenants d'Outremer Academy sortaient avec un niveau 4 (niveau bac). Désormais, les étudiants en alternance pourront aller jusqu'au bachelors (niveau 6 ou bac + 3). Les codes du luxe leur seront enseignés en même temps que les compétences métier, avec au moins 30 % des cours en anglais ! Au-delà de la formation, Carole Marchand et ses équipes ont aussi pour ambition de contribuer au développement de nos territoires ultramarins : « On espère que ces jeunes, formés chez eux et aux meilleurs standards, deviendront les artisans de la montée en gamme du service, de l'accueil et de l'expérience client en Martinique, en Guadeloupe, en Guyane et à La Réunion, qu'ils feront vivre à une clientèle internationale exigeante des moments d'exception, et qu'ils renforceront ainsi l'attractivité de nos destinations. »

« On ne plaque pas un modèle hexagonal sur un territoire ; on le construit avec les acteurs locaux »

Carole Marchand, fondatrice de AeroKonsult Group et de Outremer Academy



Carole Marchand, fondatrice du centre de formation



AeroKonsult Group – Outremer Academy
contact@aerokonsult-group.com
Centre d'affaires Bebooster
Immeubles Équinoxes

12, rue des Arts et Métiers
Lot. Dillon Stade
97200 Fort-de-France
05 96 10 68 22



Kyana Prospere (Comptable), Dariane Lestin (Assistante Comptable), Chrystel Coupan (Convenience Retailing et Network Development Manager), Joelle Dibling (Assistante Administrative / HSE support), Jessica Saint-Louis (Assistante Administrative),



Sylvana Raffoul (Dispatcher), Patricia Athor (Responsable Réseau), Françoise Magloire (Responsable RH), Aurelie-Anne Calixte (Assistante Comptable), Émilie Ducados (Contrôleur Financier)

« Chez Sol, Nous salvons l'engagement, le talent et la force des femmes de notre organisation. Chaque jour, vous faites progresser notre entreprise et imprimez une empreinte durable. Merci d'être au cœur de notre réussite. »

La Direction de Sol Antilles Guyane



L'énergie est notre avenir, économisons-la !

Efficacité énergétique

L'ÉNERGIE LA MOINS CHÈRE EST CELLE QUE L'ON NE CONSOMME PAS !



Jessica Sibado, adjointe à la cheffe du service efficacité et transition énergétique EDF

Pourquoi s'engager dans la transition énergétique ?

La transition énergétique vise à passer d'un modèle carboné à un système plus durable privilégiant les énergies renouvelables. En Martinique, près de 27 % de l'électricité provient déjà des énergies renouvelables (du photovoltaïque, de l'éolien, de la biomasse ou de la valorisation des déchets). Au-delà des enjeux environnementaux, mieux maîtriser sa consommation permet aussi de réduire les émissions de CO₂, d'alléger les factures et de lutter contre la précarité énergétique.

Quels gestes adopter à la maison et en entreprise ?

La transition commence par des écogestes simples : éteindre les appareils en veille, limiter les lumières inutiles, dégivrer régulièrement les équipements

Face à la hausse des coûts d'énergie, aux enjeux climatiques et à la précarité énergétique, la transition énergétique s'impose comme une nécessité. Pour Jessica Sibado, adjointe à la cheffe du service efficacité et transition énergétique d'EDF en Martinique, les clients particuliers et professionnels ont un rôle essentiel à jouer.

Texte Sandrine Chopot – Photo Jean-Albert Coopman

ou choisir des appareils performants de classe A. Les économies les plus importantes proviennent toutefois des travaux : isolation des murs et des toitures, installation de climatisations performantes, de brasseurs d'air ou de chauffe-eau solaires. Ces solutions peuvent permettre jusqu'à 20 % d'économies sur la facture d'électricité.

Pour les entreprises, les recommandations sont similaires : améliorer l'isolation et moderniser les équipements de froid, de climatisation ou de production avec de la motorisation performante (moteur classe IE4, variation électronique de vitesse...). Une bonne isolation permet de réduire le recours à la climatisation tout en améliorant le confort thermique, avec jusqu'à 5 °C de différence ressentie.

Quelles sont les aides proposées ?

Le dispositif « Agir Plus d'EDF » propose aux particuliers et entreprises (moins de 400 m²) des aides financières pour les travaux d'économies d'énergie : isolation, chauffe-eau solaire, climatisation performante, brasseurs d'air ou équipements électroménagers performants. L'aide peut couvrir jusqu'à 80 % du coût de l'investissement selon l'économie d'énergie réalisée. Une entreprise peut réaliser jusqu'à 60 % d'économie selon les postes de dépense énergétique.

Pour les professionnels et les entreprises de plus grande taille, l'accompagnement comprend aussi un diagnostic énergétique de premier niveau, des recommandations techniques et un contrôle des installations par un bureau d'audit indépendant. Les entreprises disposant d'installations techniques complexes peuvent bénéficier de l'expertise du groupe EDF.

Nous sommes tous acteurs de notre consommation électrique. L'objectif est de consommer moins tout en conservant le même niveau de confort !

Pour trouver un partenaire Agir Plus et demander un devis en ligne, rendez-vous sur : edf.mq/agir-plus
Pour l'accompagnement des professionnels, contactez-nous par mail : agirpluspro-mq@edf.fr



Samuel Anneville
Chargé d'affaires
en efficacité énergétique



AGIR PLUS

Réalisez votre transition énergétique et faites des économies

Éclairage sportif, isolation, brasseur d'air, climatisation...
Des solutions techniques et financières existent pour vous aider à réduire durablement vos dépenses énergétiques et améliorer le confort des usagers. Nos chargés d'affaires en efficacité énergétique sont à vos côtés pour passer à l'action.

Contactez nos chargés d'affaires :

agirpluspro-mq@edf.fr

www.edf.mq

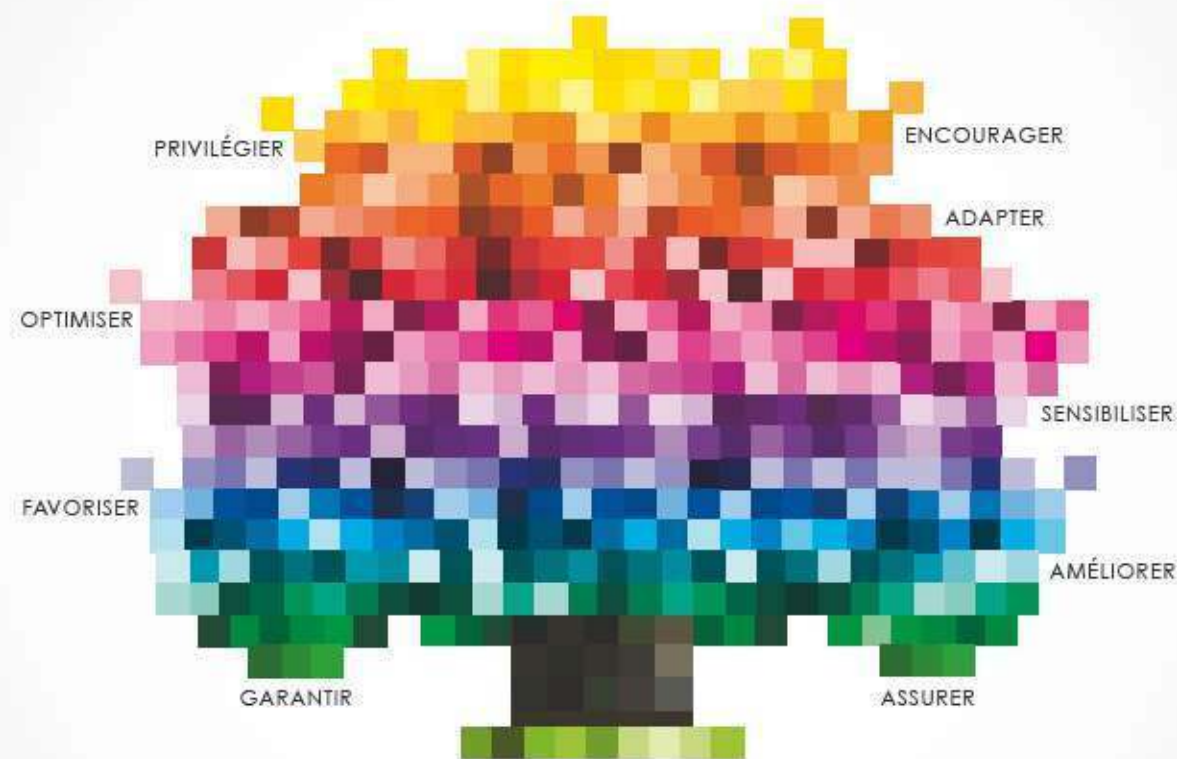
L'énergie est notre avenir, économisons la !



Programme en faveur de la Maîtrise de la Demande d'Énergie piloté par le comité MDE de Martinique (Collectivité Territoriale de Martinique, SMEM, ADEME, DEAL, EDF) et subventionné par l'Etat.

IMPRIMEUR ENGAGÉ

en faveur du développement durable



P R I M

947, rue Henri Becquerel - BP 2174 - 97195 Jarry cedex
tél. 0590 26 72 40 - mail : infos@primsas.com



ET SI...

*on prenait soin
du vivant avant
de le perdre ?*

Vivre sur nos territoires, en première ligne des bouleversements climatiques, c'est comprendre chaque jour à quel point le vivant est fragile et précieux. Le préserver, c'est préserver notre avenir, notre équilibre et notre capacité à habiter le monde.



Industrie

RÉPONDRE AU DÉFI SARGASSES

Laurent Brousseau, président de STMI, créateur du Sargator

En 2011, la subite apparition des algues sargasses sur les côtes des Antilles a plongé de nombreux habitants et usagers de la mer dans un grand désarroi et une profonde impuissance. Face au risque sanitaire et économique que représente cette menace, **STMI** a imaginé le Sargator, une embarcation capable de prélever les algues en mer avant leur échouement. En 2026, 10 ans après la création du Sargator 1, l'entreprise guadeloupéenne lance le Sargator 3.

Texte Thomas Thurar - Photo Jean-Albert Coopmann

Le génie humain se nourrit souvent des épreuves et des défis. Le Sargator n'y échappe pas. L'invention de Laurent Brousseau, président de la société Soudure tuyauterie maintenance industrielle (STMI), est née d'une recherche de solution imaginée pour permettre le fonctionnement optimal de la Centrale géothermique de Bouillante, précise le Breton d'origine : « Les sargasses s'infiltraient dans les turbines d'aspiration de refroidissement de la centrale au risque de les bloquer, j'ai donc réfléchi et imaginé le premier tapis roulant capable de ramasser les sargasses flottant dans le canal dédié aux turbines. Une fois le tapis installé, je me suis dit et si on l'installait sur un bateau, c'est ainsi qu'est né le Sargator version 1 ». Ramasser les algues en mer permet d'éviter l'émanation de 2 types de gaz : l'hydrogène sulfuré (H₂S) et l'ammoniac (NH₃), qui émanent de leur décomposition une fois échouées. Les études récentes ont démontré que l'hydrogène sulfuré est toxique. Il peut présenter des risques pour l'homme s'il est inhalé à fortes concentrations ou pendant de longues périodes. C'est conscient de ce problème de santé publique, que le gérant de STMI, habitué aux actions caritatives s'est emparé de ce nouveau défi.

En amélioration continue

Nous sommes en 2014, le Sargator 1 est conçu et créé en Guadeloupe, il répond aux attentes de son constructeur mais déjà il affiche ses limites. Laurent Brousseau rappelle : « Les essais étaient concluants sauf qu'on chargeait dans une benne qui était à bord du bateau, et on a constaté que cette benne se remplissait trop vite par rapport au temps d'exploitation du bateau. On a donc corrigé le tir en construisant le Sargator 2 qui lui, dispose de 4 tapis et qui permet le transbordement de la récolte d'algues brunes sur une barge annexe ». Malgré de très bons résultats obtenus par la société Filet Drom, qui exploite le Sargator 2 dans les eaux du Robert et du François, son créateur a imaginé la solution ultime pour le ramassage en mer des algues sargasses, le Sargator version 3. Équipé cette fois d'un seul grand tapis de ramassage, il est capable de collecter en 1 minute 30, 2 tonnes de sargasses. Le Sargator 3 n'est pas juste une nouvelle embarcation précise le technicien : « Aujourd'hui on vend une solution, il faut un filet de blocage pour stopper la progression des sargasses, un bateau d'accompagnement avec une grue de prélèvement, une barge pour le stockage et le Sargator. Le Sargator ne peut pas travailler tout seul ».

Des opportunités dans la Caraïbe et ailleurs

Avec désormais un recul de 12 ans, et la réalisation de 3 prototypes, STMI considère avoir les éléments pour explorer les possibilités du vaste marché caribéen confronté aux mêmes difficultés que la Martinique et la Guadeloupe : « Nous pouvons prospecter partout où il a de la sargasse, nous espérons 2 ou 3 commandes de machines en provenance d'Antigua et Barbuda. Nous avons également de la demande au Mexique. STMI ne mise pas seulement sur le Sargator mais aussi sur les tapis qu'on peut installer à proximité d'équipement hôtelier ou industriel. Nous venons de remporter une commande à Saint-Domingue pour l'installation de tapis roulants ».

Si le ramassage en mer a désormais sa solution, la prochaine étape pour Laurent Brousseau est désormais la valorisation des algues. Le groupe est en phase R & D pour imaginer comment convertir ce fléau en opportunité de développement de l'activité et en création d'emplois. Le Sargator, qui tire son nom des super-héros, a démontré son efficacité et sa longévité. Il est accessible dès 250 000 € pour la version 1 améliorée et jusqu'à 550 000 € pour la version 3.



S.T.M.I.
Soudure Tuyauterie Maintenance Industrielle

STMI
ZAC de Moudong Sud 97122,
Baie-Mahault, Guadeloupe
05 90 86 47 51

CES BATEAUX QUI VEILLEN SUR NOUS

QUATRE BATEAUX, QUATRE MISSIONS, QUATRE REGARDS ET UN OBJECTIF COMMUN : LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT. SURVEILLANCE DES EAUX, LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS, PRÉSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ... CHAQUE SORTIE EN MER RÉPOND AUX ENJEUX QUI SE JOUENT PRÈS DE NOS CÔTES. MAIS SI CES BATEAUX VEILLEN SUR NOUS, ILS NOUS RAPPELLENT AUSSI UNE RÉALITÉ ESSENTIELLE : PRENDRE SOIN DU VIVANT EST UNE RESPONSABILITÉ COLLECTIVE. BIENVENUE À BORD.



À BORD DU CIBUQUEIRA

CONTRÔLE DES BATEAUX, LUTTE CONTRE LA POLLUTION, LE BRACONNAGE ET LES TRAFICS ILLÉGAUX, INVESTIGATIONS SOUS-MARINES, ET 650 KM DE CÔTES À SURVEILLER... LA BRIGADE NAUTIQUE DE LA GENDARMERIE NATIONALE EST UN MAILLON ESSENTIEL DE LA SÉCURITÉ EN MER ET DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT.

Texte Caroline Bablin - Photo Lou Denim

Quand le major Julien, commandant de la brigade nautique de la gendarmerie nationale de Guadeloupe, et ses hommes embarquent à bord du *Cibuqueira* amarré à Fouillole, au port de Pointe-à-Pitre, rien ne laisse présager le déroulement de la journée, tant leurs missions sont variées : police de la pêche, police de l'environnement, lutte contre les trafics, missions de sauvetage... S'ils sont trois à bord ce jour-là, avec l'adjudant Nicolas et le gendarme Maxime, neuf militaires composent la brigade. Tous ont suivi le cursus maritime et fluvial de la gendarmerie nationale, et huit d'entre eux sont aussi plongeurs, techniciens en investigations subaquatiques.

« Permis et papiers du bateau ? »

La veille de notre reportage, ils étaient à La Désirade. Cette fois-ci, c'est du côté de la Rivière-Salée qu'ils vont patrouiller et faire du contrôle d'embarcations, plaisanciers et professionnels. L'œil averti des gendarmes permet aussi de repérer les bateaux en excès de vitesse. « Dans le chenal, la tolérance est de 8 nœuds, mais dans la Rivière-Salée, c'est 5 nœuds, pas plus », explique le commandant de la brigade. En mer, pas de radar pour contrôler la vitesse. Mais un bateau relevé à l'avant, sillon et mousse à l'arrière sont les signes d'un excès de vitesse.

Ce jour-là, pas de remous excessifs, tous les bateaux naviguent tranquillement. Un « NUC » (navire à utilité commerciale) s'apprête à passer sous le pont de l'Alliance quand les gendarmes lui font signe. Simple contrôle de routine pour ces derniers : permis du pilote, carte de circulation, permis d'armement du bateau... Tout est en règle et l'ambiance est

détendue. Les touristes, eux, emporteront un souvenir de plus de leurs vacances dans l'archipel. « Les contrôles se passent souvent mieux en mer qu'à terre. Nous faisons beaucoup de prévention. Avec les plaisanciers, la plupart des infractions relevées sont l'absence de matériel de sécurité à bord, souvent par méconnaissance », note le major Julien.

Gare aux pollueurs et braconniers

La protection de l'environnement est aussi une part importante de leur travail. Dans le Grand Cul-de-Sac Marin, par exemple, il s'agit de vérifier que personne ne débarque sur l'îlet Caret ou l'îlet Blanc, fermés depuis le 15 avril pour protéger la nidification des sternes. Dans ce domaine, ils peuvent travailler de concert avec les agents du Parc national, notamment dans le cadre du « Groupe d'action de l'État sur le littoral » créé pour faciliter la coopération entre les différents services.

Au cours de leurs patrouilles, les gendarmes tâchent aussi de détecter tout signe de pollution de l'eau, traces d'hydrocarbure, ou autre. Et pas seulement en mer d'ailleurs. « Nous avons été amenés à verbaliser des personnes qui lavaient leur voiture dans la rivière Moustique, par exemple », note le commandant de la brigade nautique. Dans son équipe, deux enquêteurs environnementaux sont tout particulièrement formés à ces missions.

Un casier non identifié ? « Nous plongeons pour libérer les poissons et nous saisissons le casier », poursuit le commandant. En effet, tout casier doit porter, en surface, une étiquette avec l'immatriculation du bateau de pêche à qui il appartient.



Opération de contrôle des bateaux de plaisance



Le Violette, patrouilleur côtier de gendarmerie, en Guadeloupe

Le braconnage existe. La preuve, les gendarmes ont saisi, l'an dernier, 14 kg de lambis débarrassés de leur coquille dans le Grand Cul-de-Sac Marin. Même si on imagine facilement la brigade nautique contrôler un bateau de pêche et sa cargaison en mer, on le sait moins, elle est aussi habilitée à contrôler les poissonneries, depuis le pêcheur qui vend à quai jusqu'au rayon du supermarché. « On vérifie la provenance des poissons et crustacés, la taille, l'espèce, si la vente est bien autorisée... », explique l'adjutant Nicolas. Pour ces missions, on parlera de police administrative, comme lorsqu'ils contrôlent un centre de plongée sous-marine ou toute autre structure commerciale proposant des activités nautiques ou la location de bateaux avec ou sans permis, jet-skis, etc.

Enquête dans les profondeurs

Mais si le *Cibuqueira* est équipé du deux tons et d'un gyrophare, ce n'est pas pour rien. À tout moment, la brigade nautique peut être sollicitée pour un débarquement de produits stupéfiants ou cigarettes de contrebande. « Nous intervenons en mer, en renfort des équipes à terre, pour faire le "bouchon", c'est-à-dire pour empêcher le bateau de repartir, explique le major Julien, puis pour saisir et remorquer l'embarcation. » L'an dernier, à Deshaies, les gendarmes ont ainsi mis la main sur un stock de cigarettes de contrebande d'une valeur de plus d'un million d'euros.

Une arme jetée du haut d'un pont ? C'est à eux qu'on fait appel. Et plus largement, pour tout ce qui se passe sous le niveau de la mer. En tant que techniciens d'investigations subaquatiques, ils sont amenés à faire toutes les constatations sur une victime immergée – photos, mesures, relevés d'indices qui pourraient être altérés au moment de la remontée en surface... –, comme lors de l'accident d'autogire survenu en février, au large de Saint-François.

Mais heureusement, rien de tel cet après-midi-là. Fait le plus marquant : la visite d'une raie léopard – inscrite sur la liste rouge des espèces menacées d'extinction – venue nager près du bateau, juste sous la surface, comme si elle savait que les gendarmes sont aussi là pour la protéger...

UNE 2^E BRIGADE NAUTIQUE À GOURBEYRE

Un décret vient d'entériner la création d'une seconde brigade nautique en Guadeloupe, opérationnelle à partir du 1^{er} août 2026. Celle-ci sera basée à Gourbeyre et sera composée de huit gendarmes.

À BORD DU BALISEUR

LE SERVICE PHARES ET BALISES ŒUVRE AU QUOTIDIEN À L'IMPLANTATION ET L'ENTRETIEN DES REPÈRES ESSENTIELS AUX MARINS, DU CAPITAINE DE PLAISANCE AU COMMANDANT DE PORTE-CONTENEURS.

Texte Mathieu Rached - Photo Jean-Albert Coopmann



Opération d'entretien d'une bouée

6 h 30, mardi matin à Fort-de-France. À l'approche du port, après avoir laissé l'usine Lafarge, l'usine EDF, le dôme Albioma, nous arrivons sur un site plus discret et pourtant tout aussi essentiel au bon fonctionnement de tout territoire insulaire : le pont à chaîne, où sont assemblées, entretenues et réparées les balises et bouées qui jalonnent l'espace maritime à proximité des côtes de la Martinique. 450 km le long desquels il faut bien encadrer la circulation et l'approche selon des critères de sécurité essentiels à l'ensemble des navires. Pour mener à bien ces tâches et garantir un balisage opérationnel de jour comme de nuit, par temps calme comme en cas de cyclone, ils sont 6 à 8 marins et 12 hommes à terre. Une équipe Phares et balises parfaitement autonomes sur l'ensemble de ses missions, et qui compte « un peintre, un soudeur électronique, un mécanicien moteur, et même un jardinier déployé pour l'entretien des espaces verts des phares », énumère Xavier Nicolas, le directeur de Direction de la Mer venu nous accueillir sur site pour cette visite matinale. Derrière lui, allongées par terre, des balises immenses, 2 à 3 mètres de hauteur et de largeur, composées de corps mort (lesté au fond de la mer), d'un flotteur (la bouée en plastique) et d'un mât (qui permet d'indiquer les reliefs sous-marins à risque). Derrière nous, à quai, le baliseur, seule embarcation de Martinique équipée d'une grue capable de sortir 2 tonnes hors de l'eau et à pouvoir intervenir dans les trous à cyclone du fait d'un faible tirant d'eau.

7 h, Nicolas Rodap nous invite à monter à bord. Il est le capitaine du baliseur depuis huit ans. Sous ses airs de trentenaire (« l'effet de l'air marin », sourit-il), il cache 20 ans de marine à la Direction de la Mer. Comme les 3 autres marins à bord qui forment son équipage ce matin ; il a été formé à l'école maritime de Trinité (EFPMA), démarrant avec « un BEP puis la formation capitaine 200 et enfin une autre formation de capitaine ». « Tous trois sont des marins de marine marchande qui ont été déportés de leur secteur et sont employés par le ministère de la Mer », explique le directeur de la Mer. Au programme de l'équipage, 2 bouées dont la lumière ne fonctionne pas ont été signalées par des usagers, 2 autres seront sorties de l'eau pour vérifier l'état des chaînes. Avec un parc de 150 balises et bouées à maintenir en conformité, le navire sort tous les jours de l'année. À son bord Daniel, maître d'équipage (MOSCO), qui a hérité du pied marin d'un grand-père marin-pêcheur et d'un père dans la marine commerciale, prépare l'approche et l'intervention sur les bouées. « Le programme de veille et de contrôle est établi à l'avance pour pouvoir vérifier l'usure des chaînes qui maintiennent la bouée, notamment la "marmante" qui racle le sable au fond de la mer », décrit Daniel. Le taux d'usure connu et anticipé pour l'ensemble du parc permet d'étaler les sorties de vérifications et d'entretien. « À 30 % d'usure, on retourne la marmante avant de, sans doute, devoir la remplacer la prochaine fois (2 ans plus tard) »,

explique le capitaine. La période cyclonique constitue une période à risque, avec l'importance de s'assurer que les bouées sont bien en place, en bon état, sans risque de décrochage. Arrivés sur site, la grue permet de soulever et placer la balise sur le pont du bateau emportant avec elle tout un écosystème de poissons, crabes qui nichent dans les couches de corail qui ont colonisé la partie immergée du flotteur et la chaîne. Une fois l'inspection du niveau d'usure, la bouée de 1,2 tonne et ses habitants sont remis à la mer. Cap sur les deux autres sites pour en vérifier le signal lumineux. « On est passé aux LED, ce qui facilite l'entretien, précise Xavier Nicolas. Quand il ne fonctionne plus, c'est généralement la batterie qui est en cause, alors qu'auparavant l'expertise d'un électronicien était nécessaire pour réparer et entretenir les équipements lumineux qui coiffent les bouées. » Parmi les autres équipements que manipule l'équipage, on trouve aussi les balises de météo France, « des houlographes équipés de capteurs de flux, de l'interférence de l'eau qui vont mesurer la hauteur de l'eau ». Trois sont disposés dans le canal de Sainte-Lucie, dans la baie de Fort-de-France et à Basse-Pointe. Leurs relevés sont déterminants lors des tempêtes pour établir qu'il y a bien eu des vagues de submersion sur telle partie de l'île et qu'un fond de secours exceptionnel pourra être mobilisé, « comme ce fut le cas pour la tempête Bret, où les bouées houlographes ont détecté des vagues de 6 m contre 2 m en temps normal ».

À mesure que la matinée avance, on comprend que, par temps calme, ou pas, les balises flottantes sont capitales pour organiser l'espace maritime. Même à bord de navires dotés d'outils radars de haute précision, « quand on arrive de la mer, qui est une espèce de navigation libre, à une zone en "eau resserrée" tous les capitaines de navires ont besoin de repères visuels fiables », souligne Xavier Nicolas. Et ce, plus encore pour les navires de plus de 50 mètres (pétroliers, croisières, vraquiers...) pour lesquels, les pilotes des remorqueurs déployés par la Direction de la mer prennent le commandement pour les conduire à quai. « Le capitaine qui laisse la place au pilote a besoin de se repérer avec les balises, comprendre le trajet que prennent son navire et sa cargaison », décrit Xavier Nicolas pointant du doigt une balise face à nous surmonté de deux flèches indiquant « un danger au nord », ou encore celle-ci portant l'inscription GBB, soit le nom de la caye qui affleure près d'elle et mettrait en péril un capitaine imprudent. Tout en rejetant à la mer un crabe esseulé sur le pont, l'équipage acquiesce du regard, tous savent, que malgré la beauté du paysage, le soleil éclatant et l'apparente tranquillité qui règne dans la baie de Fort-de-France, la mer n'est pas tout à fait un territoire comme un autre.



Balise



ON A EMBARQUÉ SUR LE SARGATOR

Le Sargabox

« IL AURA FALLU 16 HEURES POUR RAMENER LE SARGATOR 3 EN MARTINIQUE, DEPUIS LA GUADELOUPE », ME RACONTE AMUSÉ ALEXIS DE JAHAM, MARIN-PÊCHEUR ET GÉRANT DE L'ENTREPRISE FILET DROM. PAS DE QUOI AFFOLER LE COMPTEUR DE VITESSE, MAIS QU'À CELA NE TIENNE, CAR C'EST SUR LE TAPIS ROULANT QUE TOUT SE JOUE ! CHRONO EN MAIN, J'OBSERVE LE BALLET DES ALGUES QUI S'AMASSENT SUR LE PONT : IL FAUT 50 SECONDES POUR REMPLIR 2 BIG BAGS DE 2,5 M³ CHACUN (ENVIRON 450 KG).

Texte Floriane Jean-Gilles - Photo Jean-Albert Coopmann

Dostaly, au François, nous rejoignons Alexis de Jaham, pour une opération de ramassage en mer. Direction le filet du Cap Est, qui est, pour l'anecdote, le premier filet posé en Martinique, en 2019, à l'initiative de l'association Objectif Santé publique. C'est au niveau de ces barrages qu'opère le Sargator, pour les soulager de la pression exercée par les sargasses : « Notre cœur de métier c'est de mettre des barrages, nous explique Alexis de Jaham, et c'est au niveau des filets bloquants qu'on ramasse. Nous les installons de façon à constituer des poches de sargasses compactes et on les collecte rapidement avant que les barrages ne soient trop remplis ». Les filets ont été imaginés par Alexis de Jaham. Ils descendent à 1,5 m de profondeur et sont pris en sandwich par des bouées : « Cela n'existait pas avant, raconte le gérant de Filet Drom, ces bouées sont sorties tout droit de mon imagination. Nous les avons dessinées avant de passer par un bureau d'études pour déposer un brevet. Je cherchais une solution depuis longtemps. J'ai commencé en installant des filets de pêche que je faisais sortir de l'eau, mais je me suis vite rendu compte que si on n'était pas 25 à 30 cm au-dessus de l'eau et si on n'était pas rigide au fond, on n'y arriverait pas. J'ai pris des briques de polystyrène que j'ai découpées moi-même et les premiers filets sont nés comme ça, sauf que le polystyrène est une matière qui se dégrade et qui pollue. Les bouées sont aujourd'hui fabriquées en PU (polyuréthane), au Robert, par Procap. Et nous avons un atelier de fabrication des filets à l'usine du Simon ».

Sur l'eau, la manœuvre est délicate. À la barre, Octave m'explique qu'il ne faut pas passer trop près des filets pour éviter, d'une part, que les sargasses passent en dessous et, d'autre part, pour ne pas endommager les poteaux de mouillage. Le bateau est positionné, Alexis de Jaham lance un « Roulé ! » tonitruant, Octave actionne le tapis, le Sargator ronronne.

Sur le pont, c'est au tour de deux autres membres de l'équipage d'entrer dans la danse. Il n'est pas encore 9 heures, et il fait déjà chaud, les corps seront mis à rude épreuve. Les deux hommes fonctionnent en binôme, chacun de leur côté du tapis roulant, dans une symétrie quasi parfaite : ils accrochent chacun 2 big bags, répartissent les sargasses à l'aide d'un râteau à l'intérieur des sacs à mesure qu'elles sont déversées, puis ferment les sacs. Octave, repositionne le tapis, pour remplir deux autres sacs positionnés à côté des deux premiers. Le binôme répète les mêmes gestes. Une fois les deux derniers big bags fermés, le capitaine s'éloigne de la nappe de sargasses et actionne la commande pour basculer les paniers qui larguent les big bags à l'eau.

« Cette nouvelle génération du bateau a un avantage considérable aujourd'hui, il est beaucoup plus facile à travailler, moins fatigant et bien plus performant », commente Alexis de Jaham, qui ne quitte pas les opérations des yeux car le Sargator III n'est pas encore exploité à 100 % de ses capacités, l'équipage est encore en rodage sur le nouveau bateau. Lui aussi



Le Sargator 3

observe chaque geste, estime, mesure, compte : « à raison de 10 minutes entre chaque largage, cela veut dire 6 largages par heure, soit 24 sacs. Si l'équipage est capable de travailler sur des plages de 6 heures, ce seront 144 bags de sargasses qui seront collectés ». Soit 64 tonnes, en une seule journée. Impressionnant ! « L'année dernière, 7 000 tonnes de sargasses ont été ramassées avec l'ancien Sargator, se souvient Alexis de Jaham. Cette année, l'objectif est de 15 000 tonnes. » Un objectif qui peut doubler, car les pêcheurs aussi ramassent en mer, en équipant leur yole de filet : le Sarga Quick. Conçu par Filet Drom comme un filet à papillons, il permet de remplir des big bags de 1,5 m³. Une fois à l'eau, les big bags sont récupérés à l'aide d'une grue par un autre bateau, une barge qui fonctionne en tandem avec le Sargator : le Sargabox 1. À son bord, 3 personnes sont à la manœuvre, dont un

grutier. Le Sargabox peut contenir entre 32 et 36 sacs. Quand il atteint sa capacité totale, il part décharger sa cargaison, plus au large, sur une grande barge, d'une capacité de 300 tonnes. Les big bags sont vidés dans la barge et les algues sont ainsi stockées jusqu'à ce qu'elles sèchent. Pendant ce temps, le Sargator poursuit sa campagne de ramassage. Octave m'indique qu'en l'absence du Sargabox, des filières sont installées dans l'eau, ce sont des cordes sur lesquelles les big bags seront accrochés en attendant le retour de la barge. Le temps qu'elle revienne, 40 sacs seront déjà à l'eau. Il est bientôt 11 heures quand on accompagne le Sargabox jusqu'à la barge. Avec son chargement, il progresse lentement. Le grutier manipule les big bags pour les hisser jusqu'à la plateforme flottante. Deux hommes ont déjà grimpé à son bord pour s'assurer que le contenu des sacs se déverse correctement et récupérer les sacs une fois vidés. « Après le dernier voyage, commente Alexis de Jaham, nous attendons 48 heures pour que les dernières sargasses soient complètement sèches. Nous emmenons ensuite la barge à 30 km de la côte, dans les fonds de 1 000 m, pour la vider de son contenu. Le ventre de la barge s'ouvre et les sargasses coulent, c'est leur particularité une fois sèches. » Nous laissons les hommes du Sargabox à leur tâche pour regagner la terre ferme. Sur le retour, j'interroge Alexis de Jaham sur la possibilité de réemployer ces sargasses plutôt que de les couler. Il me confie que bien qu'il y ait des solutions de réemploi, le coût de la matière première (incluant les opérations de ramassage, les bateaux, etc.) est bien trop élevé... Reste donc à trouver une solution pour y remédier.



Fermeture d'un big bag



LE KANAWA ET L'AYAWANDE, BATEAUX SENTINELLES

DEPUIS 2020, MORGANA TAGLIAROLO ET SON ÉQUIPE ÉCUMENT L'ESTUAIRE DE CAYENNE À CHAQUE GRANDE MARÉE POUR ÉTUDIER LES LARVES MILLIMÉTRIQUES. À BORD DES DEUX BATEAUX, LE KANAWA ET L'AYAWANDE, LES CHERCHEURS DE L'IFREMER LISENT, SAISON APRÈS SAISON, L'AVENIR DE NOS PÊCHES, DE NOTRE BIODIVERSITÉ ET DU CLIMAT QUI VIENT.

Texte Karollyne Videira Hubert

Marée descendante, début de matinée. Le Kanawa, petit bateau du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et de l'IFREMER (Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer), s'enfonce sans bruit dans un chenal de mangrove. À son bord, Morgana Tagliarolo et son équipe traquent l'invisible. Des larves de poissons parfois à peine plus grosses qu'une tête d'épingle, des juvéniles de crustacés, du sédiment vaseux, de l'eau prélevée à un demi-mètre sous la surface. « Il faut échantillonner quand

ZOOSCAN, QUAND L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE PRÊTE MAIN-FORTE

Trier au microscope des milliers d'organismes millimétriques, c'est un travail de moine. Pour faire face au manque de personnel qualifié, l'observatoire teste depuis peu une technologie venue de l'Ifremer de Nantes et du CNRS. Le Zooscan repose sur l'imagerie et des algorithmes d'apprentissage automatique. Photographiés un à un, les échantillons sont identifiés automatiquement par la machine. La promesse est belle, les défis sont réels. Les déchets dans les prélèvements brouillent les images, les tailles très variables compliquent la reconnaissance, la précision n'est pas encore au rendez-vous. Une étape parmi d'autres dans la longue marche vers un protocole d'identification automatique utilisable en routine. À suivre.

les coefficients de marée sont forts, donc autour de la nouvelle lune », explique cette chercheuse en halieutique et écologie à l'Ifremer. Le filet verveux, mailles de trois millimètres, est posé à la sortie d'un chenal et reste en place une heure. Plus loin, un filet à plancton est traîné dix minutes. Tout est consigné, conservé dans l'éthanol pur, rangé dans des glacières remplies de bouteilles congelées. Rien n'est laissé au hasard.

Une mémoire vivante de l'estuaire

Ce ballet discret porte un nom, AIBSI (*Amazonian Institute for Biodiversity and Sustainable Innovation*). Piloté par Morgana Tagliarolo, il déploie ses cinq stations dans l'estuaire de Cayenne. Porté par l'Université de Guyane et financé dans le cadre du Programme d'Investissements d'Avenir (PIA4), le projet compte aussi comme partenaire l'Ifremer, le CNRS et plusieurs organismes de recherche du territoire pour une durée de dix ans. Parce que la mer ne livre pas ses secrets en une saison. « Étudier ces stades de vie, c'est avoir une longueur d'avance, glisse la chercheuse. Les juvéniles d'aujourd'hui sont les espèces commerciales de demain. Si on veut anticiper, il faut commencer maintenant. »

Lire l'avenir dans les larves

Pourquoi se concentrer sur les larves, et non sur les poissons adultes ? Parce qu'elles sont la promesse. Ce sont dans les zones nourricières, mangroves et estuaires que se développent les juvéniles de l'acoupa rouge, de la crevette sauvage de Guyane et de dizaines d'autres espèces. Repérer celles qui s'effondrent, celles qui prolifèrent, celles qui résistent au réchauffement, c'est dessiner la carte du vivant marin pour les décennies à venir. Et en Guyane, cette carte n'a rien d'abstrait. La crevette sauvage, longtemps fer de lance de la pêche locale, voit ses captures fluctuer depuis des années. L'acoupa rouge, prisé sur les étals des marchés, dépend tout entier de la santé des estuaires où grandissent ses juvéniles. Lire dans les larves, c'est lire dans l'assiette. Deux embarcations se relaient pour ce travail. Le Kanawa se faufile entre les racines de palétuviers pour atteindre les coins les plus reculés de l'estuaire. L'ayawande, plus imposant, prend le relais à l'embouchure et au large. Là, c'est un autre attirail. Le double filet balaie la surface, la luge épibenthique racle le fond, la benne à sédiments remonte une poignée de vase qui sera tamisée, séchée, brûlée, pesée. Chaque paramètre compte, chaque réplica est doublé, triplé. Mais que deviennent toutes ces données une fois les filets remontés ? Les publications scientifiques arriveront à la fin du cycle. « Il nous faut du temps pour étudier leur évolution », explique Morgana. D'ici là, l'équipe mise sur la vulgarisation. Cafés des sciences, conférences, publications... Le projet collabore aussi avec les comités de pêche, premiers concernés par ce que l'on trouvera, ou pas, dans les filets de demain.

UN PARCOURS ITALIEN À CAYENNE

Morgana Tagliarolo n'est pas guyanaise d'origine. Italienne, elle a obtenu son master en biologie marine en Italie, soutenu sa thèse à Brest, puis enchaîné trois postdoctorats en Afrique du Sud sur les écosystèmes de mangrove. Quand l'occasion s'est présentée de poursuivre ce travail en Guyane, elle a dit oui sans hésiter. Neuf ans déjà qu'elle est chercheuse. Une équipe restreinte, sur un territoire immense. C'est là que le bât blesse. La principale difficulté n'est pas scientifique, elle est humaine. « Le travail est chronophage et il est compliqué de recruter des chercheurs en Guyane », confie-t-elle. L'isolement géographique pèse aussi. Collaborer avec les collègues de l'Hexagone demande du temps et beaucoup d'organisation.

Cinq sites sous pression

L'estuaire de Cayenne n'a pas été choisi par hasard. Sa proximité permet la régularité indispensable au suivi scientifique. Mais c'est surtout un milieu sous tension. Accroissement de la population et développement urbain à Macouria, ponts et stations électriques en construction, dragages, pêche professionnelle et pêche récréative qui se côtoient, sans oublier les zones de conservation portées par la Réserve naturelle nationale et le Conservatoire du littoral. La pression humaine y monte d'un cran chaque année. « C'est justement parce que ce site subit ces changements qu'il est intéressant à étudier », précise Morgana Tagliarolo.



Pose d'un filet

TPRM

IMPORT-EXPORT



Quelle que soit la taille de vos colis
nous avons toujours la solution !



TRANSPORT EXPRESS
DÉMÉNAGEMENT
TRANSPORT DE VÉHICULES
STOCKAGE, EMBALLAGE...

© LANGUE DE PUB / 032018

TRANSPORTS PUBLICS | ROUTIERS | MARITIMES | GUADELOUPE | MARTINIQUE | ST MARTIN | ST BARTH | DOMINIQUE

0590 411 287 / 0690 808 808

3-4 Impasse Jean-Marie Jacquard - BP 2043 - 97192 jarry cedex - contact@tprm-transport.com



Stéphane Berniac
Gaël Chevalier
Dr Émilie Buval
Jessica Sibado
Carole Marchand
Xavier Nicolas
Nicolas Rodap
Alexis de Jaham
Dr Denis Mukwege
Célia Duquesnay
Cédric Louisy-Louis
Cédric-Isham Calvados
Patrice Léopoldie
Ralph Ratenan
Guillaume Vaast
Annelle Jean-Etienne

LES YEUX DU MÉDIA

Karine Mondésir
Yves Servant
Marie-Elodie Jean-Charles
Robin Troutot
Patricia Watterlot
Lauriane Pancrate
Audrey Jean-Jacques
Coraline Meril
Meggan Cavalier
Lievyn Enette
Alicia Lecefel
Stéphane Berniac
Gaël Chevalier
Dr Émilie Buval
Jessica Sibado

IL EST 15 HEURES QUAND JE RETROUVE DR DENIS MUKWEGE, À SON HÔTEL, AU DIAMANT. IL ME REÇOIT SUR LA PETITE TERRASSE DE SON BUNGALOW, FACE À LA MER. ASSIS, L'UN EN FACE DE L'AUTRE, CHACUN AU BOUT DE LA PETITE TABLE QUI NOUS SÉPARE, J'AI PRESQUE L'IMPRESSION DE RETROUVER UNE VIEILLE CONNAISSANCE TANT LA SIMPLICITÉ DE CET ÉCHANGE EST INATTENDUE. JE SORS MON CARNET DE NOTES, ENCLENCHE LE MAGNÉTO, POURTANT J'ÉCRIS FRÉNÉTIQUEMENT SES RÉPONSES. JE NE VEUX RIEN PERDRE DE NOTRE ENTRETIEN, CRAIGNANT QUE LE BRUIT DES VAGUES DERRIÈRE MOI MASQUE LA VOIX SI CALME DE MON HÔTE SUR L'ENREGISTREMENT. MAIS BIENTÔT, MES NOTES SONT PLUS ÉPARSES, LE STYLO N'EST PLUS QU'UNE PLUME DANS MA MAIN, JE SUIS HAPPÉE PAR CETTE CONVERSATION, PUISSANTE, INOUBLIABLE.

« Plus personne ne pourra dire qu'il ne savait pas »

Propos recueillis par Floriane Jean-Gilles

Vous avez soigné plus de 90 000 femmes. Est-ce que vous vous souvenez de la toute première femme que vous avez soignée ? Absolument.

Pouvez-vous me raconter son histoire ? Elle devait avoir 19 ou 20 ans. Elle avait été violée par sept hommes armés. C'était en 1999. Elle revenait d'un deuil avec sa tante et, à un niveau, elles ont été arrêtées par ces hommes qui leur ont demandé de les transporter. Ce qu'elles ont fait. Puis les hommes ont demandé à la tante, qui était une vieille dame, de partir. La jeune femme a été violée, à tour de rôle, par ces sept personnes. Le dernier qui l'a violée a pris son arme à feu, l'a placée dans son appareil génital et a tiré. Ça a détruit la vessie, le vagin, le rectum. Elle saignait abondamment. Elle a été évacuée, par la Croix rouge, dans un premier hôpital, puis un deuxième, et c'est de là qu'elle est arrivée chez nous. C'était la première fois que je voyais quelque chose comme ça. Le fait d'être violée, c'est déjà très grave, mais tourner une arme à feu dans l'appareil génital pour le détruire, ça dépassait toute ma compréhension. À l'époque, vraiment, j'ai pensé que c'était l'œuvre d'une personne qui avait perdu la tête. J'avais tort.

Ce sont des blessures que vous avez ensuite revues régulièrement ?

Exactement. Trois mois après, j'avais déjà soigné 45 cas comme celui-là, et c'est là que j'ai compris qu'il s'était passé quelque chose que nous avons qualifié ensuite, dans un article paru dans *PLOS Medicine*, un journal médical, de viol avec extrême violence.

Quand est-ce que vous avez su que vous deviendriez gynécologue obstétricien ?

À huit ans, je savais que je serai médecin. J'ai travaillé pour cela. À l'école secondaire, j'ai fait de la biochimie. C'était la voie qui amenait vers la médecine. J'ai fait de la médecine générale et ma thèse en pédiatrie, où j'avais déjà commencé à exercer. Mais quand j'ai commencé à travailler dans un hôpital rural, je me suis rendu compte à quel point ce que les femmes vivaient était dramatique. Je ne pouvais pas me contenter de soigner les bébés quand je perdais toutes les mamans en couche ou avant d'accoucher. C'est en 1984 que j'ai pris l'option de faire de la gynécologie obstétrique. Je suis parti 5 ans, à Angers. C'est une vocation qui est venue en fonction de ce que j'ai vu. En 1999, je me suis focalisé sur la chirurgie. Voilà, c'est une évolution.

Voilà plus d'un an que vous n'avez pas pu rentrer à Bukavu, quelles nouvelles avez-vous de l'hôpital de Panzi ?

L'hôpital des Panzi continue à fonctionner et je rends hommage à tous les jeunes confrères qui sont là et qui tiennent bon, malgré les difficultés. Les malades sont pris en charge. Nos équipes mobiles vont dans des endroits reculés, dangereux, pour traiter les malades dans leur milieu, lorsque cela est possible, ou les transférer vers l'hôpital lorsqu'ils nécessitent des soins beaucoup plus complexes. Cette question m'amène à dire qu'en 1999, j'étais le seul gynécologue obstétricien dans la région, mais j'ai commencé la formation de gynécologie obstétrique. Aujourd'hui, je suis content, puisque les neuf gynécologues que nous



© Fondation Panzi

avons à l'hôpital ont été formés à l'université et à l'hôpital. Aujourd'hui, il y en a trois qui ont déjà fait leur PhD* et j'ai pu les amener au niveau de l'agrégation en gynécologie obstétrique. Je considère que j'ai fait ma part, j'ai transmis.

Est-ce que vous souffrez de cette distance avec la République démocratique du Congo, avec l'hôpital, avec vos confrères, avec les personnes que vous avez soignées ?

Terriblement. Surtout avec les malades. Quand j'ai été attaqué en 2012 et que les femmes m'ont fait revenir en se cotisant et en vendant des fruits et des légumes, elles m'ont demandé de rester à Bukavu, qu'elles allaient assurer ma protection et subvenir à tous mes besoins, aussi bien de sécurité qu'alimentaires (*rites*). J'avais promis de ne plus jamais les quitter. Et malheureusement, quand je suis parti pour me rendre à une conférence internationale à Oslo, la guerre a commencé. Les aéroports ont été détruits et, pour le moment, il n'y a plus d'atterrissage d'avions. Donc j'avais promis, et aujourd'hui je souffre de ne pas avoir pu tenir cette promesse. C'est un travail qui demande beaucoup de solidarité. Et quand je suis ici, je sens que les autres font, seuls, face à toutes les adversités. Et ça, c'est lourd à vivre. J'espère qu'assez rapidement, peut-être, l'aéroport de Bukavu va rouvrir et que je pourrais rentrer. Je sais que les armées d'occupation et d'agression ne veulent pas entendre des choses comme ça, mais je crois qu'elles devront trouver d'autres moyens pour m'empêcher de revenir. Pour moi, c'est décidé.

Pouvez-vous me parler du projet Mapping ?

Le rapport Mapping a été entrepris par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, à l'époque dirigé par Navi Pillay, juge sud-africaine. Une femme que je respecte et que j'admire beaucoup. C'est une femme de grande valeur, qui a fait preuve d'un courage exceptionnel. Même si elle a connu des pressions, des intimidations, des humiliations, elle a su se tenir debout derrière ses convictions. Elle a lancé ce rapport contre l'avis de beaucoup des dirigeants. En 2010, malgré l'opposition de pays, comme le Rwanda, elle a publié le rapport. C'est une cartographie des crimes commis de 1993 à 2003, en République démocratique du Congo. Le rapport reprend les localisations de ces crimes, les groupes responsables de ces crimes, les noms et le nombre de victimes de ces crimes, et malheureusement, elle était obligée de cacher les noms des bourreaux. Le document préconisait de mettre en place des juridictions compétentes pour que les responsables de ces crimes répondent de leurs actes. Malheureusement, 16 ans plus tard, les crimes se perpétuent encore quotidiennement. Le conflit en République démocratique du Congo, a fait plus de 6 millions de morts. C'est le conflit le plus meurtrier après la Seconde Guerre mondiale où le viol, comme arme de guerre, a été largement utilisé. Les victimes se comptent en millions et à l'heure où je vous parle il y a plus de 7 millions de Congolais qui sont déplacés puisque les groupes armés, en commettant ces crimes odieux sur la population, les poussent à fuir vers le grand centre. La question que je ne vous laisse

pas poser, c'est pourquoi ? Eh bien tout simplement parce que ce sont ces groupes armés qui, aujourd'hui, commercialisent les minerais stratégiques qui regorgent dans ces régions, comme le coltan. Ils ont le moyen de continuer à financer la guerre et d'agir en toute impunité, quand bien même leurs crimes soient largement connus. Aujourd'hui quand nous parlons d'énergie verte, nous nous considérons que ce n'est pas vert, c'est rouge du sang des femmes et des enfants congolais.

Que faudrait-il pour provoquer le changement ?

Je crois que nous avons besoin de solidarité. Quand je suis arrivé en Martinique, invité par Viktor Lazlo, pour les journées de la mémoire et le rapprochement des peuples, je me suis dit que c'était formidable. C'est seulement cette solidarité qui peut permettre de créer des groupes assez solides pour pouvoir dire : « Nous pouvons vivre ensemble sans violence. Nous pouvons vivre ensemble en partageant les ressources naturelles ». Je dois dire que je suis très impressionné par mon séjour ici, qui a été rempli d'émotions. J'ai eu, chaque soir, des auditoires très attentionnés qui voulaient écouter, qui voulaient poser des questions, qui voulaient savoir ce qui se passe. Je crois avoir dit à tout le monde que la première chose que vous pouvez faire, c'est de ne pas être indifférent car lorsqu'on est indifférent à ce qui arrive à l'autre, on accepte que ça puisse nous arriver aussi. Je pense que si on est 1 million, 10 millions, 100 millions pour dire qu'il faut arrêter de violer les femmes, qu'il faut que les responsables des crimes puissent répondre de leurs actes, plus personne ne pourra dire qu'il ne savait pas.

Je félicite la population martiniquaise d'avoir des journées de mémoire. La mémoire, ce n'est pas pour attiser la haine. La mémoire, ce n'est pas pour se venger. La mémoire, c'est permettre de dire que ce qui s'est passé était dramatique et qu'il ne faut pas que ça se répète. Il y a très peu de gens chez nous qui connaissent ce qui s'est passé avec Léopold II, qui coupait les mains de ceux qui ne fournissaient pas suffisamment de caoutchouc. À cette époque, le caoutchouc a permis au monde d'avoir des véhicules plus rapides ; aujourd'hui nous mourons pour que le monde ait des téléphones, des *laptops* ou des voitures électriques. C'est toujours le même peuple qui paye, c'est toujours le même peuple qui est tué.

En étant au plus près de cette souffrance depuis plus de 30 ans, avez-vous encore des rêves ?

Je rêve de vous inviter un jour au Congo. Où on pourra rester au bord du lac Kivu, qui est aussi magnifique que l'océan devant moi, et faire une interview où nous réfléchirons à ce que le Congo peut faire avec la Martinique. C'est un rêve. Le Congo a une beauté, le Congo regorge de ressources naturelles, de ressources humaines. Ce que nous vivons aujourd'hui avec la destruction, la transformation des corps de nos mères, de nos filles, de nos femmes, de nos sœurs, qui sont devenus des champs de bataille, est aussi grave que l'esclavage et la colonisation. C'est une histoire de douleur, mais nous ne pouvons pas nous arrêter à la souffrance, nous devons avoir la capacité de dire : « Je peux m'en sortir ». Quand je vois la résilience des femmes, cela me donne un grand espoir de voir un jour un Congo où il fera bon vivre. Les femmes ont une force extraordinaire, et si je peux espérer en un Congo meilleur, c'est parce que ces femmes se battent, chaque jour, pour leurs enfants. Elles préparent l'avenir. J'y crois.

Vous parcourez le monde pour rendre compte, inlassablement, de ce qui se passe, est-ce là que vous puisez votre force ?

Absolument. Je ne pense pas qu'on puisse répondre à la haine par la violence, il faut y répondre par l'amour. Quand je vois que les femmes, malgré ce qu'elles subissent, se mettent debout pour se battre pour les droits de leurs enfants et de leur communauté. Qui suis-je pour croiser les bras ? Ce que je fais est insignifiant par rapport à leur combat. Je suis tout simplement admiratif.

Que retiendrez-vous de votre premier passage en Martinique ?

J'ai ressenti beaucoup d'émotions. Dès mon arrivée, à l'aéroport, les danses, le chant, le tambour m'ont éveillé. Aux Anses d'Arlet, le son de la conque de lambi... C'était très fort ! C'est là toute la force de l'identité. Cela a réveillé en moi une nostalgie, car la conque de lambi résonne comme la corne de l'animal chez moi. Je vois la Martinique autrement que pour le soleil et les plages dont me parlaient mes amis martiniquais, lors de mes études. J'ai vu le soleil, j'ai vu les plages, mais j'ai aussi vu les Hommes.

* PhD : doctorat

16,2 MILLIONS
C'EST LE NOMBRE
D'HEURES DE VISIONNAGE
CUMULÉES POUR LA
SÉRIE *BANDI*, TOURNÉE
EN GRANDE FÊTE EN
MARTINIQUE, À SA
SORTIE SUR LA
PLATEFORME NETFLIX,
DU 9 AU 12 AVRIL 2026.



IL A DIT

« Dans les Caraïbes, nous vivons avec les risques : cyclones, séismes, volcans ou inondations qui font partie de notre réalité. Mais vivre avec les risques ne signifie pas les subir. En partageant des informations simples, utiles et adaptées à la région, Caribbean-Risks.org veut aider chacun à mieux comprendre son environnement et à se préparer, pour protéger sa famille et sa communauté. »

Jérémie Sibeoni, chef de délégation de la PIRAC (plateforme d'intervention régionale Amériques Caraïbes), Croix-Rouge française.

MARTINIQUE ÉTAPE HISTORIQUE

Depuis le 16 avril, la Martinique peut siéger à la Caricom (communauté des Caraïbes) en tant que membre associé. Déjà signé en février 2025, à la Barbade, l'accord permet désormais au territoire de siéger aux côtés des chefs d'État et de gouvernement de la Caraïbe. Cette décision clôt un processus marqué par plusieurs étapes : validation par le Conseil d'État, adoption en Conseil des ministres fin 2025, vote unanime du Sénat en janvier 2026, puis validation en commission des affaires étrangères en mars. Elle s'inscrit dans plus de 60 ans d'engagement des élus martiniquais pour renforcer l'ancrage du territoire dans son environnement caribéen.

OUTRE-MER VICTOIRE

Un grand pas pour les territoires dits d'outre-mer ! Le 19 mars, lors d'une conférence de haut niveau à Chişinău en Moldavie, le gouvernement français a acté leur inclusion intégrale et sans réserve dans la charte sociale européenne. Pour rappel, depuis 1961, la France refusait d'appliquer ce texte aux populations ultramarines. Les associations *Kimbé Red* et *Notre Affaire à Tous* avaient alors spécifiquement fait une demande indemnitaire préalable à l'État pour enjoindre cette inclusion. Cette avancée marque un pas important pour la reconnaissance et la protection des droits environnementaux, notamment l'accès à l'eau potable et à un environnement sain.



MARTINIQUE CAP SUR LA FAUNE MARINE

La Caribbean Cetacean Society (CCS) a officiellement lancé, le 13 mai à Fort-de-France, le projet Calypso, une expédition scientifique d'envergure consacrée à l'étude de la mégafaune marine dans la Caraïbe. Fondée en 2020, par deux biologistes caribéens, l'ONG œuvre à la protection des cétacés par la coopération internationale, en fédérant chercheurs, associations, gouvernements et citoyens autour des enjeux de conservation marine. Présenté comme une coopération régionale inédite, le projet prévoit plus de trois mois de navigation à travers l'ensemble du bassin caribéen, selon un protocole standardisé unique, afin de combler les lacunes en données essentielles à la protection des cétacés, requins, oiseaux marins et autres espèces pélagiques.



MONDE UN VOTE QUI COMPTE

L'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies (ONU) a adopté, fin mars, une résolution qualifiant la traite transatlantique des Africains réduits en esclavage de « crime plus grave contre l'humanité ». Porté par le Ghana, le texte a été approuvé par 123 voix pour, 3 contre (États-Unis, Israël, Argentine) et 52 abstentions, dont le France et plusieurs États membres de l'Union européenne. Une décision présentée comme une étape vers de futures démarches de reconnaissance et de justice.



Le moulin à vent de l'habitation Loyola, Rémire-Montjoly (Guyane française)

OUTRE-MER TÉMOINS DU PASSÉ

Cinq sites ultramarins ont été retenus pour l'édition 2026 du Loto du Patrimoine : en Guadeloupe, la maison de l'historien Lacour à Basse-Terre ; en Martinique, l'église du Gros-Morne ; en Guyane, le moulin de l'habitation Loyola ; à Mayotte la mosquée d'Antana-Bé et à la Réunion, l'usine de Beaufonds. Ils pourront tous bénéficier de financements pour leur restauration.



GADELOUPE DÉMARRAGE EN DOUCEUR

Le tout nouveau CHU de Guadeloupe, situé à Belle Plaine aux Abymes, a accueilli ses premiers patients le 13 avril. Il s'agit d'une mise en route progressive qui n'a concerné que le service d'imagerie médicale (IRM) où les examens sont désormais réalisés. Prochaine étape : activation du plateau de consultations avec le transfert des activités du CCRU situé à Jarry (urologie, ORL et neurochirurgie).

DANS LES PAS D'ORLANE ET CÉLIAN

LEURS VIDÉOS DÉFILENT CHAQUE SEMAINE SUR NOS ÉCRANS. MAIS QUE SE PASSE-T-IL VRAIMENT DERRIÈRE ? INTRIGUÉE PAR LEUR MANIÈRE DE RACONTER LA GUADELOUPE, J'AI SUIVI ORLANE ET CÉLIAN LE TEMPS D'UN TOURNAGE AUX ABYMES. UNE IMMERSION DANS LES COULISSES DE L'INFLUENCE.

Texte Sarah Balay - Photo Stéphane Jument



Je surveillais d'un œil... Mais Orlane et Célian m'ont devancée. Dimanche 15 mars, je scrolle mollement sur mon téléphone, quand tout à coup, surprise ! Je tombe sur la dernière vidéo du jeune couple d'influenceurs guadeloupéens. Quelques secondes suffisent pour me replonger quatre jours en arrière, au cœur du tournage auquel j'ai assisté.

Le rendez-vous était donné mercredi 11 mars, à 8 heures, aux Abyemes, dans les locaux des Jus de maman. Sur place, difficile de se garer : à Dugazon de Bourgogne, la circulation est déjà saturée à cette heure matinale. L'activité bat son plein. À mon arrivée, Orlane et Célian sont déjà là... Tout sourire, face à une livraison impressionnante d'abricots pays. En pleine discussion avec l'équipe, ils peaufinent le déroulé du tournage : une trame souple, volontairement laissée ouverte pour faire la part belle à « l'improvisation ». « Nous avons déjà quelques idées en tête, mais pas de script précis, avance Célian. Nous savons quels plans nous voulons absolument... D'autres s'imposeront en cours de route, en fonction du discours des intervenants ».

Ce qui les intéresse ? Pas tant les coulisses de la confection artisanale des jus – pourtant au cœur du savoir-faire de l'entreprise familiale fondée par Marielle, aujourd'hui épaulée par ses deux enfants, Mélodie et Brandon – mais plutôt le petit bar à fruits ouvert il y a deux ans au sein du laboratoire, avec une façade ouverte sur l'extérieur et une petite terrasse aménagée. Un lieu discret, en pleine zone industrielle, mais déjà validé par le couple – comme pour chacune de leurs collaborations. Dans quelques heures, cette adresse confidentielle s'appête à changer d'échelle, propulsée sous le feu des réseaux sociaux. Car aujourd'hui, Orlane et Célian, c'est plus de 230 000 abonnés et des posts qui peuvent dépasser le million de vues !

Pour cette vidéo promotionnelle, aucun cachet n'est prévu, une exception dans leur manière de travailler. « En échange, l'enseigne offre une remise de 50 % à destination des

abonnés du Pass Orlane et Célian », m'explique Célian. Un modèle qu'ils ont développé pour diversifier leurs revenus. Car dans le milieu de l'influence, trois principales sources coexistent : les partenariats avec les marques, la monétisation en fonction du nombre de vues via les plateformes comme YouTube ou TikTok, et plus marginalement, les droits d'auteur. « Dans notre cas, comme nous ne pouvions pas compter sur la rémunération TikTok, pas disponible en Guadeloupe, et que les droits d'auteur sont peu significatifs, nous dépendons surtout des partenariats avec les marques, explique Célian. Or, cette activité est assez saisonnière : certaines périodes, comme les fêtes en Guadeloupe, sont très dynamiques, tandis que d'autres, comme le mois de septembre, sont beaucoup plus calmes ». Pour ne pas dépendre uniquement des collaborations, le couple a donc lancé son propre Pass inspiré de concepts similaires découverts lors de leurs études à Paris. Le principe : proposer à leurs communautés des réductions importantes – jusqu'à 50 % – dans une sélection d'adresses locales, en échange d'un abonnement. Une manière de générer des revenus directement auprès de leur audience, tout en permettant à des petites structures, sans budget communication, de gagner en visibilité.

« Capter l'attention dès les premières secondes »

Il est 9 heures : direction la salle de découpe. Pour des raisons d'hygiène, chacun enfille sa charlotte. À la manœuvre, Allan s'active entre abricots pays et goyaves. Orlane et Célian, eux, ont déjà dégainé leur téléphone. Ils filment à tour de rôle, parfois simultanément, tout en prenant des notes directement sur leur clavier. À leurs côtés, Mélodie et Brandon jouent le jeu avec enthousiasme, répondant aux questions, précisant chaque étape et chaque choix.

« Nous, ce qu'on aime, c'est raconter des histoires, explique Orlane. On n'est pas juste là pour dire que c'est joli ou que c'est bon. Les Jus



de maman, c'est avant tout une aventure familiale qui valorise les fruits du terroir, parfois oubliés, et le travail des agriculteurs ». Dans cette logique, le petit bar à fruits prend tout son sens. « Il répond à un vrai besoin, poursuit-elle. Et surtout, il propose autre chose que les barquettes déjà toutes faites qu'on voit ailleurs, avec toujours les mêmes fruits et pas toujours très frais ».

Il est 10 h 30 passées quand Orlane et Célian tournent la dernière séquence : celle de la dégustation. Une parenthèse gourmande soigneusement préparée par Marielle. Un passage obligé pour éveiller l'appétit des abonnés et leur donner envie de venir découvrir par eux-mêmes. « Pour une vidéo qui dépasse rarement les 50 secondes, on tourne, en moyenne, une à deux heures, remarque Célian. Et le montage peut nous prendre jusqu'à 5 heures. Aujourd'hui, on sait ce qui fonctionne ou non. On affine chaque détail pour capter l'attention dès les premières secondes ».

Tournage, montage, prospection, négociation, partenariat, gestion... Orlane et Célian pilotent leur société créée en mars 2024, avec rigueur et ambition. Présents sur les réseaux depuis une dizaine d'années, ils vivent de leur activité depuis juillet 2024 et espèrent franchir un cap : devenir une référence en Outre-mer dans la production de contenus touristiques.

Peut-on prévoir l'évolution des côtes guyanaises grâce au passé ?

VINCENT POLIN

Texte Sarah Balay - Photo Robert Polin

Quel est l'intitulé de votre thèse ?

Ma thèse s'intitule : Évolution des paysages guyanais et paléo-environnements au Pléistocène supérieur : caractérisation multi-méthodes des archives littorales et alluviales. Mon doctorat s'inscrit dans le projet PHENOMENA (*Pleistocene and Holocene ecosystems and paleobiodiversity of French Guiana*), financé par l'agence nationale de la recherche. Ma soutenance est prévue fin 2028, au laboratoire ISTerre (Institut des sciences de la Terre), à Grenoble.

Si vous deviez résumer vos travaux en une seule phrase ?

Comprendre comment les environnements et les paysages ont évolué depuis 120 000 ans, sur la côte de la Guyane ainsi que le long du Maroni, fleuve frontière avec le Suriname.

Quelles sont les applications concrètes de votre étude ?

Dans un contexte de dérèglement climatique rapide, il est nécessaire de comprendre comment le climat a métamorphosé les paysages guyanais dans le passé, afin d'estimer les transformations futures. Par exemple, il y a 20 000 ans, alors que dans le monde les glaciers recouvraient de grands espaces, le niveau marin a chuté de plus de 100 m. Ainsi, des villes comme Kourou ou Cayenne qui, de nos jours, se situent au bord de l'océan, se trouvaient dans des savanes sèches ou des forêts tropicales à plus de 100 km du trait de côte. Si on remonte plus loin, environ 120 000 ans, le niveau marin était plus élevé de quelques mètres : ces villes étaient donc noyées. Avec les données que nous récolterons, il sera possible de créer des modèles d'évolution des côtes et de pouvoir ainsi prévoir l'évolution du trait de côte. Au niveau du Maroni, nous voulons mieux appréhender les dynamiques du fleuve, notamment les facteurs responsables de grandes périodes de crues qui ont déposé de fortes épaisseurs de sédiments (particules qui se déposent grâce à l'eau ou le vent, comme le sable ou l'argile). Ainsi, ma thèse permettra de poser un référentiel pour se projeter sur les évolutions futures du paysage, en lien avec le climat, et donc une base de réflexion pour l'aménagement du territoire.

Que comptez-vous faire après votre thèse ?

Après ma thèse, je souhaite poursuivre dans la recherche publique, en étudiant l'évolution des paysages et des environnements au Quaternaire (les 2,5 derniers millions d'années) pour mieux estimer les évolutions futures.



Heure	Compagnie	Vol	Destination
06:45	AIR CARAÏBES	TX300	St Martin G
		ZA911	
08:30	AIR CARAÏBES	TX302	Pointe-à-Pit
		ZA912	
08:35	AIRFRANCE	AF600	Cayenne
12:40	AIR CARAÏBES	TX306	St Martin G
		ZA913	
13:15	Air transat	TS739	Montréal - T
14:35	AIRFRANCE	AF601	Pointe-à-Pit
15:00	AIR CARAÏBES	TX310	Pointe-à-Pit
		ZA914	
15:08	American Airlines	AA1182	Miami

CHAQUE JOUR AU PIPIRI, LES VOLS RÉGIONAUX DEPUIS FORT-DE-FRANCE FONT LE PLEIN DE PASSAGERS QUI PARTENT AU TRAVAIL EN GUADELOUPE. NOUS NOUS SOMMES RENDUS EN SALLE D'EMBARQUEMENT POUR RENCONTRER QUELQUES-UNS DE CES HOMMES ET CES FEMMES QUI SE DÉPLOIENT PLUS OU MOINS RÉGULIÈREMENT SUR LES 2 TERRITOIRES.

Texte Lætitia Juvet - Photo Jean-Albert Coopmann

AVION, BOULOT, DODO



05h45. Les pas sont lents mais assurés. Alors que certains se délectent de leur premier café, d'autres laissent échapper un bâillement, puis deux. Ils sont nombreux ces voyageurs de la première heure. Ceux qui chaque semaine, chaque mois, font la navette depuis la Martinique, vers la Guadeloupe et parfois la Guyane. Ils sont assis là, silencieux. Tous sans exception tentent de grappiller quelques minutes, de sommeil ou de productivité, selon les styles. Car ils partagent tous le même objectif : faire de cette journée de travail pas si ordinaire que ça, une réussite. Certains ont relaté beaucoup d'imprévus, faits

de retards et d'annulations. Ils ont aussi et surtout évoqué des visages familiers, des anecdotes marquantes et souligné l'humanité qui s'installe et demeure, entre les passagers, mais aussi avec le personnel, à bord comme au sol.

Mais qui sont ces voyageurs ? À quelle fréquence voyagent-ils ? Et comment vivent-ils cette « routine », aussi enrichissante que challengeante ? Nous sommes allés à leur rencontre pour dresser le portrait de ces salariés et de ces entrepreneurs qui opèrent sur plusieurs territoires.



Prénom : Gladys et Megan
Fréquence : 1 fois par mois depuis 1 an
Liaison : Martinique > Guadeloupe
Secteur : application Kopa (agroalimentaire)

« Je crois qu'on peut dire que voyager dans la Caraïbe constitue pour beaucoup un objectif de vie quand on y réside. Il y a cette envie et cette fierté liées au fait de collaborer avec des territoires voisins et d'emmener son entreprise sur un autre marché. Au début c'est très valorisant, mais en réalité comme je travaille avec mon conjoint, et que nous sommes aussi jeunes parents, ça nécessite pas mal d'organisation et aussi des sacrifices où nous voyageons chacun notre tour. Aujourd'hui, nous nous rendons au salon Gusto Pro auquel nous avons toujours souhaité participer, et c'est un de nos clients sur place qui nous a mis en contact avec l'organisateur et nous a donné l'opportunité d'y être exposants. Ça témoigne de la solidarité qui peut exister entre nos îles. »



Prénom : Leslie
Fréquence : 8-9 fois par mois, depuis 8 ans
Liaison : Martinique > Guadeloupe / Martinique > Guyane
Emploi : administrateur judiciaire

« J'exerce sur les tribunaux de Cayenne, de Pointe-à-Pitre et de Martinique. Quand j'ai commencé, c'était extrêmement valorisant, qui plus est en tant que femme, d'origine antillaise et maman. J'aimais le côté "working girl" (rires) ! Aujourd'hui, je me déplace avant tout pour accompagner mes collaborateurs dans leur montée en compétences. Il y a cette envie de faire briller les autres plutôt que soi une fois que l'ego trip est terminé. »

Prénom : Patrice
Fréquence : 2 fois par mois, depuis 3 ans
Liaison : Martinique > Guadeloupe
Durée : 1 jour
Emploi : responsable dans la téléphonie mobile

« C'est une journée de travail très classique en somme, où je viens passer voir nos magasins de téléphonie mobile basés en Guadeloupe. La principale contrainte réside dans la planification de cette journée sur place, et une journée souvent réduite à quelques heures. Ça oblige à tenir un rythme millimétré. Le moindre impondérable peut rendre la journée très compliquée. Le point positif de ces trajets c'est qu'à force, on noue des liens, on discute, on se reconnaît, on finit même par s'appeler par nos prénoms et saluer les stewards (rires). J'apprécie ce côté humain. Ça montre qu'il reste encore de l'humanité malgré l'omniprésence des écrans. »



Prénom : Andréa
Fréquence : 1 fois par mois depuis 2 ans
Liaison : Martinique > Guadeloupe
Durée : 1 jour
Emploi : community manager freelance

« Vous me demandez de vous trouver une anecdote à 6h30 du matin (rires) ? Vous me croyez si je vous dis que j'ai une peur bleue de l'avion ? J'ai décidé de ne plus me laisser le choix (rires) ! J'ai un client principal en Guadeloupe, pour qui je viens passer une journée chaque mois. Comme tout se joue dans la journée, avant de me déplacer, je dois veiller à ce que toutes les conditions soient réunies pour que je puisse créer tous les contenus prévus. Cela implique d'anticiper les tournages, les scénarios et aussi les salariés de l'enseigne qui seront mobilisés pour ces contenus dédiés aux réseaux sociaux. Je mesure la confiance que mes clients m'accordent en choisissant de collaborer avec moi plutôt qu'un prestataire sur place. J'ai aussi dû organiser mes absences du territoire et je collabore avec d'autres freelances en Martinique pour pouvoir continuer à répondre aux besoins de mes clients martiniquais. Je dirais que ce fonctionnement me permet de me sentir libre et de voir plus loin. »



Prénom : Jean-Baptiste
Fréquence : 2 à 3 fois par mois depuis 3 ans
Liaison : Martinique > Guadeloupe
Durée : 1 à 4 jours
Secteur professionnel : BTP
Emploi : directeur d'exploitation et de maintenance

« En tant que directeur d'exploitation et de maintenance, je vais régulièrement au contact de nos équipes en Guadeloupe, sur la base de 2 à 3 déplacements par mois. L'enjeu pour moi est de pouvoir être en contact direct avec les employés et les clients, c'est la même activité qu'en Martinique, avec les mêmes fournisseurs et les mêmes types de clients. Les façons de faire sont sensiblement identiques aussi entre les 2 territoires, à la différence de la Guyane où les méthodes et approches varient un peu. Ces déplacements réguliers font partie du business model de l'entreprise. Nous opérons sur deux marchés insulaires, et en tant que manager, je dois être présent dans nos 4 agences implantées aux Antilles. »

INGÉNIEURE GLOBE-TROTTEUSE



© Célia Duquesnay

QUAND ELLE ÉTAIT PETITE, CÉLIA DUQUESNAY VOULAIT ÊTRE MÉDECIN MILITAIRE. FINALEMENT, C'EST LA SANTÉ DES SOLS QUI RETIENT TOUTE SON ATTENTION AUJOURD'HUI. INGÉNIEURE AGRICULTURE ENVIRONNEMENTALE FORMÉE AU CANADA, LA JEUNE MARTINICAISE S'EST SPÉCIALISÉE DANS LA GESTION DE L'EAU ET L'AMÉNAGEMENT DES TERRITOIRES RURAUX.

Texte Caroline Bablin

Québec

« Je suis partie au Canada juste après le bac, en août 2014, le jour de mes 18 ans, pour intégrer l'université Laval, à Québec. J'aurais pu aller en prépa et passer des concours en France, mais j'ai préféré le cursus canadien, moins élitiste. Les ingénieurs sont formés à l'université, avec un choix très large au niveau des spécialités. Pour ma part, j'ai choisi le génie agroenvironnemental. J'ai été diplômée en 2019 et j'ai commencé à travailler dans le domaine de la santé des sols et la gestion de l'eau : conception de ponceaux, systèmes de drainage souterrain, mise en place d'aménagements spécifiques pour contrôler l'érosion, etc. »

La Barbade

« Pendant deux ans, j'ai fait mon "juniorat"⁽¹⁾ en région et en 2022, j'ai enfin pu signer moi-même mes calculs et plans. J'adorais ce que je faisais mais j'en avais un peu marre d'être en région. Alors j'ai démissionné et avec mon compagnon, nous sommes partis à La Barbade pendant six mois. Une période de réflexion au terme de laquelle nous sommes rentrés au Canada pour nous installer tout près de Montréal. J'ai rapidement trouvé un emploi dans mon domaine et j'ai pu négocier de travailler à distance pendant les mois d'hiver, de décembre à avril, ce qui nous a permis de rentrer en Martinique et de partir au Nicaragua. »

Canmore, en Alberta

« J'adore mon métier, je peux avoir des projets très différents d'une année à l'autre, d'une saison à l'autre, mais j'aime aussi découvrir d'autres pays. Aujourd'hui, mon entreprise a accepté que je sois à 100% en télétravail. Avec mon compagnon, je viens d'emménager dans l'Ouest canadien, à Canmore, en Alberta, tout en continuant de travailler avec mes clients à Montréal. À partir des données relevées par les techniciens sur le terrain, je rédige les rapports, dessine les plans, monte les dossiers, et quand j'ai fini, je pars randonner dans les Rocheuses... »

(1) Au Canada, l'ingénieur tout juste diplômé travaille d'abord sous la responsabilité d'un ingénieur expérimenté avant de passer lui-même "senior".



23 millions

C'est le montant que l'on retrouve sur une des lignes de dépenses des Forces armées aux Antilles (FAA), pour l'année 2026. Les ressources militaires dans notre bassin géographique comptent plusieurs milliers de personnes, des véhicules et des bases. Les répercussions de la vie de tout ce beau monde peuvent se mesurer à différentes échelles. Il y a les spectaculaires saisies de drogue (avec photo de ballots de cocaïne et de militaires masqués), les opérations de coopération régionale (essentielles à la doctrine militaire française), l'entraînement à l'assistance de la population en cas de catastrophe (le cœur de la mission du 33^e RIMA par exemple). Reste la partie financière de l'iceberg que cela représente : en Martinique, 23 millions d'euros de marchés publics pour aménager, réparer, construire, adapter et mettre aux normes les bâtiments, entretenir les véhicules, réparer les centrales de climatisation, équiper les cuisines, nourrir les troupes, etc. 40 millions en 2027. Une coquette somme, capable de venir dynamiser les carnets de commandes de toute une série d'entreprises locales, spécialisées dans le bâtiment (tous corps d'état), les travaux neufs et réhabilitation, la maintenance du bâtiment, la maîtrise d'œuvre, l'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) et les études préliminaires.

Si les entrepreneurs locaux peinent encore, à ce jour, à capter ces marchés « par manque d'information sur les procédures, les projets concrets ou les modalités d'accès », pointe la Chambre de commerce et d'industrie de Martinique, cela peut s'apprendre. La preuve avec les services consulaires dédiés pour permettre aux TPME d'envisager sérieusement cette option et de se qualifier pour ces marchés encadrés. Mieux, à regarder de plus près les troupes installées au fort Desaix ou celles qui circulent dans les couloirs du porte-hélicoptères Dixmude, en escale en mai, on apprend que les interactions salutaires entre l'armée et la population civile ne s'arrêtent pas là. Aux opportunités de business, s'ajoute une opportunité d'engagement pour les salariés de toutes les entreprises du territoire. Ils sont 600 réservistes aux Antilles, 480 en Martinique et 120 en Guadeloupe. Des hommes et des femmes qui viennent exercer en moyenne 35 jours dans l'année au sein des FAA, qui en tant que comptable, qui en tant que conducteur de poids lourds, etc. Chacun sa spécialité, son planning, et pour chacun une manière de trouver un nouvel engagement professionnel et participer en fait à renforcer le lien armée-nation. Ou comment se rappeler que nous sommes tous sur le même bateau, avec le même cap.

Texte Mathieu Rached

BIEN-ÊTRE, BIEN TRAVAILLER ?

AU CAS OÙ VOUS NE LE SAURIEZ PAS, LE 28 AVRIL DERNIER AVAIT LIEU LA JOURNÉE MONDIALE DE LA SÉCURITÉ ET LA SANTÉ AU TRAVAIL. L'OCCASION DE RAPPELER QU'UNE ENTREPRISE QUI VEILLE AU BIEN-ÊTRE DE SES ÉQUIPES EST UNE ENTREPRISE OÙ « L'EMPLOYEUR PREND LES MESURES NÉCESSAIRES POUR ASSURER LA SÉCURITÉ ET PROTÉGER LA SANTÉ PHYSIQUE ET MENTALE DES TRAVAILLEURS », SELON L'ARTICLE L. 4121-1 DU CODE DU TRAVAIL. EN RÉALITÉ, QUE L'ON SOIT COLLABORATEUR, MANAGER OU DIRIGEANT, NOUS SOMMES TOUS ACTEURS DE LA SÉCURITÉ ET DE LA SANTÉ AU TRAVAIL.

Texte Azelle Dorville, rédactrice chez bonfilon.info

30%

Environ
des salariés guadeloupéens déclarent
avoir été victimes d'**au moins un fait
de violence dans le milieu pro**
(insultes, humiliations,
mise à l'écart, harcèlement).
Source : enquête Virage Outre-Mer
INED, Exploitation ORSaG, 2021

13 accidents du travail/jour

En 2022, on dénombre
en Martinique vs 4/jour en Guadeloupe,
Saint-Martin et Saint-Barthélemy.
Source : chiffres DEETS
C'est **359** par an en Guyane,
en 2018.
Source : CNAM-MSA, 2019

53%

des dirigeants martiniquais
se considèrent en **moyenne
ou mauvaise santé**.
Source : consultation
Aract-Itt Martinique,
avril 2023

+39%

d'**engagement**
et 2,4 x plus de concentration
chez les salariés en bonne santé
mentale.
Source : baromètre Santé mentale
et QVCT, Qualisocial x Ipsos, 2026

Quelques rappels juridiques

#prévention des risques

Un employeur qui ne prend pas de mesures pour préserver le travailleur des dangers dont il a ou aurait dû avoir conscience, manque à son obligation légale de sécurité et de protection de la santé, ce qui constitue une faute inexcusable.

Référence : cour de Cassation du 8 octobre 2020,
Pourvoi n° 18-26.677

#harcèlement

Lorsque vous déclarez une situation de harcèlement au travail à votre employeur, celui-ci doit mener une enquête interne spécifique. Dans le cas contraire, l'absence d'enquête interne constitue un manquement à son obligation de santé et de sécurité.

Référence : défenseure des droits, décision n°2025-130
(7 juillet 2025)

#management toxique

Sachez qu'un management toxique (« maladroit », « injuste », « agressif », « malsain ») peut justifier un licenciement pour faute grave. L'employeur tolérant ce comportement pourrait, par ailleurs, être accusé de manquement à son obligation de prévention.

Référence : cour de Cassation du 26 février 2025,
n°22-23.703

« DANS NOS CULTURES,
GARDER CETTE FRONTIÈRE
ENTRE LA VIE PERSONNELLE
ET LA VIE PROFESSIONNELLE,
SON ÉTAT DE SANTÉ, SANTÉ
MENTALE EN L'OCCURRENCE,
PEUT ÊTRE ENCORE TABOU.
CELA PEUT ÊTRE UN SIGNE
DE FAIBLESSE POUR CERTAINS »



Cédric Louisy-Louis, spécialiste de la qualité de vie et conditions de travail (QVCT), expert bonfilon dans la vidéo « Santé mentale : tabou ou priorité ? »

RETROUVEZ PLUS DE
CONTENUS SUR L'EMPLOI
SUR BONFILON.INFO

Ressources pour creuser le sujet

Faire le point RPS

On parle de Risques psychosociaux pour décrire les risques pour la santé à la fois physique et psychique au travail. L'INRS a développé un outil de diagnostic spécialement dédié aux petites entreprises, pour leur permettre d'identifier et d'évaluer les RPS présents au sein de la structure, et pouvoir ensuite y remédier.

C'est disponible sur www.inrs.fr/publications/outils/faire-le-point-rps

Je dis prévention !

Ce magazine trimestriel du Service de prévention et de santé au travail de Guyane permet de se tenir à jour des obligations réglementaires en matière de santé au travail et fournit des informations pratiques pour améliorer les pratiques de son entreprise en matière de prévention et de gestion des risques professionnels.

Disponible sur spstg.fr/magazine

Le compte professionnel de prévention

Vous êtes un salarié du privé exposé à des conditions de travail réglementairement reconnues comme étant pénibles ? Le C2P permet à votre employeur de déclarer l'exposition à 6 facteurs de risques, vous permettant d'obtenir des points pour adapter vos conditions de travail. Il peut s'agir de financement d'une reconversion, d'un passage à temps partiel ou d'un départ anticipé à la retraite.

Rendez-vous sur www.compteprofessionnelprevention.fr

Émotions (au travail)

De « Quelle énergie investir dans les relations sociales au travail ? » à « Bienveillance au travail : doux équilibre ou béquille encombrante ? », chaque épisode de ce podcast est l'occasion de se plonger dans des sujets à-propos, avec des invités pertinents.

À retrouver sur toutes les plateformes d'écoute

Amitié au travail

Dans le cadre d'une enquête qualitative, en cours depuis 2023, dédiée à l'amitié au travail, les chercheurs François Henry et Marie-Christine Monnoyer publieront des articles axés sur l'articulation entre amitié et bien-être, hiérarchie, travail bien fait et totalitarisme. Les premières conclusions de leur étude montrent une corrélation positive entre amitié au travail et objectivité, liberté d'expression, qualité du travail et partage d'informations.



bonfilon
by EWAG



Le jardin de ma mère

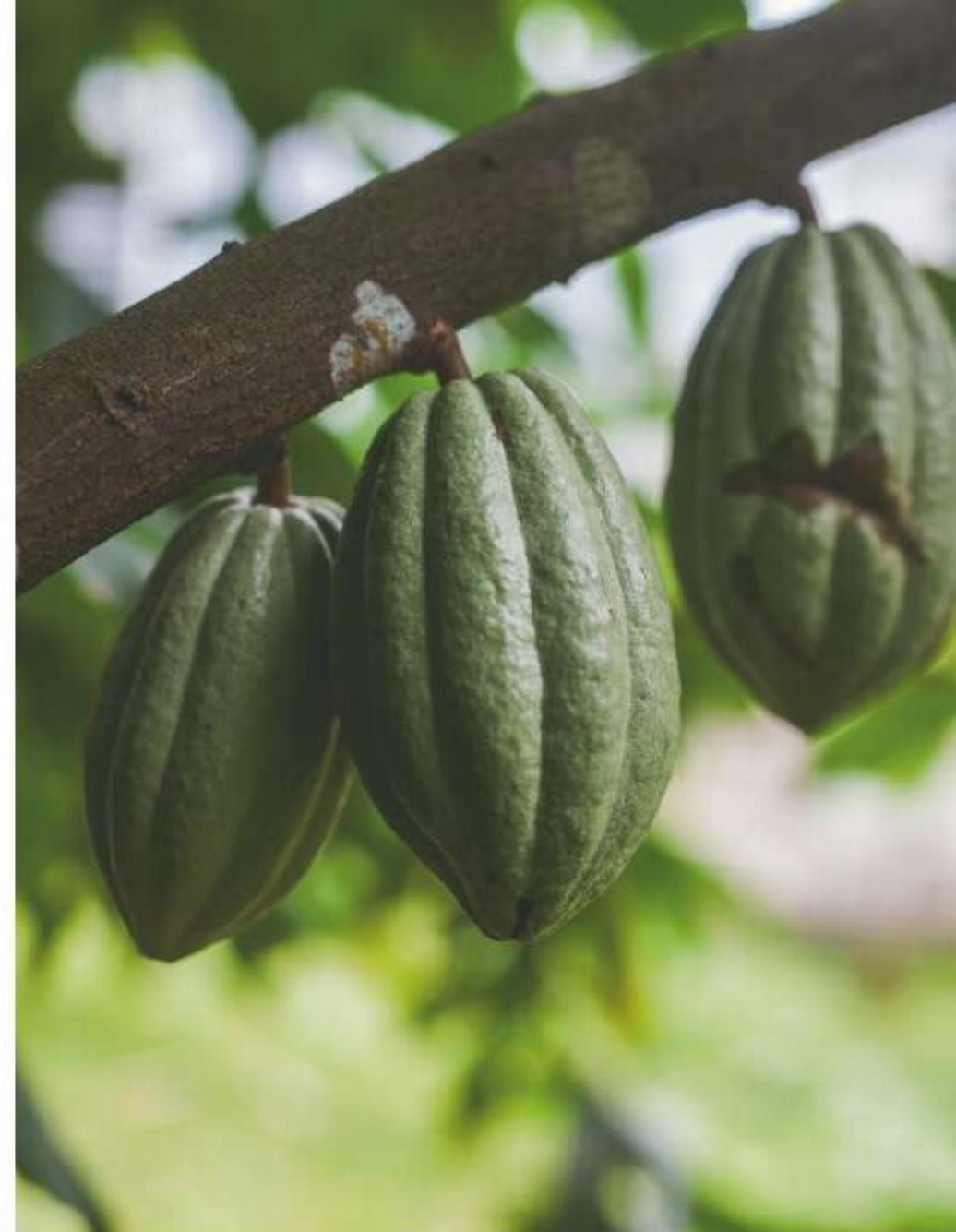
CÉDRICK-ISHAM CALVADOS

Cédric-Isham Calvados est un photographe autodidacte guadeloupéen. Journaliste de formation, il travaille comme pigiste pour France-Antilles en 2004 avant d'entamer une carrière de photojournaliste, en 2017, avec l'AFP. Lors du passage du cyclone Maria en Guadeloupe et à la Dominique, ses clichés ont été publiés, à trois reprises, dans *The New York Times*. Son travail explore la question de l'identité des populations issues des territoires dits d'outre-mer.



CETTE FEMME EST MA MÈRE, ET LES ANNÉES PASSANT, JE RÉALISE À QUEL POINT LE SAVOIR QUI L'HABITE EST VASTE. C'EST UN CHAMP QUE J'AI SI PEU PRIS LE TEMPS D'EXPLORER. POURQUOI ? PARCE QUE J'ÉTAIS JEUNE ET IGNORANT. PARCE QUE JE NE SENTAIS PAS LA TERRE COMME ELLE LA RESSENT. JE NE VIBRAIS PAS LA NATURE COMME ELLE LA VIBRE.

1 - Elle me le dit fièrement : « Depuis que j'ai emménagé dans cette maison, le cacaoyer s'est remis à porter du fruit. C'est comme s'il m'attendait ». Ses yeux brillent quand elle me montre ces nouvelles cabosses qui ne vont pas tarder à tendre vers la couleur de la maturité.



2 - La main de ma mère passe dans son petit plant de « doliprane », une plante médicinale réputée pour calmer les maux de tête et calmer les fièvres. Cette herbe pousse de façon autonome, mais nécessite un minimum d'attention. Elle a décidé de le placer au pied de l'escalier de sa véranda. Il est, en compagnie d'autres plants, une sorte de tapis vert qui fait déférence à sa reine.





3 (haut) - Elle s'est fixé l'objectif de sortir de terre un pommier cannelle. Elle en prend grand soin pour favoriser une pousse confortable. Elle se baisse, elle arrache les petites herbes folles qui veulent égarer l'arbre en devenir. Une partie de moi se demande si j'aurais l'occasion, moi aussi d'en profiter.

4 (ci-contre) - Un peu plus bas dans son jardin, quand on lève la tête, le bananier brandit une belle colonie de poyos. Je suis encore curieux de savoir comment elle fait pour les faire descendre de leur piédestal. Mais, je suis sûrement en train de la sous-estimer. Car si elle est capable de faire sortir des arbres de terre, elle est sûrement aussi fort capable de faire tomber des bananes du ciel.

5 (page de droite, haut) - Sa main se saisit de ce qu'on appelle des pois de bois. Je me souviens encore de ces week-ends où, enfant, elle me demandait de l'accompagner dans le jardin pour en faire la récolte. Je vivais cela comme une contrainte, et je pestais contre ces petites boules aux couleurs pastel sans odeur particulière, qui sont de loin un des grands classiques de notre gastronomie locale.

6 (page de droite, bas) - Avant de repartir, elle me rappelle qu'elle m'avait promis de me donner un peu de persil. Je lui demande de ne pas m'en donner trop car je manquerai sûrement de temps pour tout utiliser. Elle n'a pas dû m'entendre. Elle m'en a donné tout une poignée. On en revient à cette générosité qui fait partie de notre identité. Mais, je retrouve aussi, là, dans ce geste simple, les gestes de l'amour. Celui d'une femme pour la terre. Celui d'une mère pour son fils.



IL Y A 25 ANS, LE 21 MAI 2001, LA FRANCE DEVENAIT LE 1ER PAYS DU MONDE À RECONNAÎTRE LA TRAITE ET L'ESCLAVAGE COMME CRIMES CONTRE L'HUMANITÉ. CETTE LOI INTRODUIT, DÈS LORS, D'ACCORDER UNE PLUS GRANDE PLACE À L'ENSEIGNEMENT DE CES SUJETS DANS LES PROGRAMMES SCOLAIRES ET DE RECHERCHES ET PRÉVOIT, DANS SON ARTICLE 3, DE CONVENIR D'UNE DATE DE COMMÉMORATION NATIONALE. C'EST CHOSE FAITE, EN 2006, QUAND JACQUES CHIRAC CHOISIT LE 10 MAI, SUR RECOMMANDATION DU COMITÉ NATIONAL POUR LA MÉMOIRE ET L'HISTOIRE DE L'ESCLAVAGE (CNMHE), ALORS PRÉSIDIÉ PAR MARYSE CONDÉ. LE 10 MAI COMME CLIN D'ŒIL AU JOUR OÙ LE SÉNAT A ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ, EN DERNIÈRE LECTURE, LA LOI DITE « LOI TAUBIRA ».

Sélection de Floriane Jean-Gilles



21:49

La loi du 21 mai 2001 est l'aboutissement de décennies de lutte et d'initiatives pour faire reconnaître la mémoire de l'esclavage et l'histoire de la traite, là où, depuis 1848, seule l'abolition était un élément du récit national. L'esclavage a été oublié à l'image des recommandations du gouverneur de la Martinique, Rostoland, qui, le jour de l'application du décret de l'abolition, « recommandait à chacun l'oubli du passé ». Cet entretien avec la journaliste Anne Chemin, retrace le chemin parcouru jusqu'à ce 21 mai 2001.

Loi Taubira : le long combat pour la mémoire de l'esclavage - L'Heure du Monde, Le Monde

LA LOI TAUBIRA



5:00

Remontons en 1998. Paris, le 23 mai : une marche silencieuse rassemble 40 000 personnes et donne naissance, l'année suivante au Comité Marche du 23 mai 98 (CM98). Cette manifestation est une réaction à un slogan officiel, alors qu'on célèbre le 150^e anniversaire de l'abolition de l'esclavage : « Tous nés en 1848 ». Une fois de plus la traite est passée sous silence et entraîne un soulèvement populaire.

Archives d'Outre-mer : 23 mai, Journée nationale d'hommage aux victimes de l'esclavage - franceinfo



3:00

La même année, le colloque international « Poétiques d'Édouard Glissant », organisé à la Sorbonne, s'achève, le 13 mars, par une déclaration restée célèbre, signée d'Édouard Glissant, Patrick Chamoiseau et Wole Soyinka : *Déclaration sur la traite négrière et l'esclavage*. Un plaidoyer pour faire reconnaître l'esclavage comme crime contre l'humanité.

Déclaration sur la traite négrière et l'esclavage - Édouard Glissant, une pensée archipélique



16:00

25 ans après, Christiane Taubira s'exprime sur les avancées et les limites de la loi qu'elle a portée. La question des réparations, l'abstention de la France, le 25 mars dernier, au vote de l'ONU, ou les récentes attaques racistes visant des élus sont au cœur de débats d'actualité et nous interroge sur le chemin qu'il reste à parcourir.

25 ans après, Christiane Taubira revient sur le combat pour sa loi historique sur l'esclavage - France 24

Retrouvez la playlist complète



SONJÉ !

« ON NE RÉPARE PAS LA MÉMOIRE, COMME UNE BOÎTE À FUSIBLES », ÉCRIVAIT ÉDOUARD GLISSANT DANS SON RAPPORT POUR LA CRÉATION D'UN CENTRE NATIONAL POUR LA MÉMOIRE DES ESCLAVAGES ET DE LEURS ABOLITIONS. UN RAPPORT, COMMANDÉ EN 2006, PAR LE PRÉSIDENT JACQUES CHIRAC. AU DEVOIR DE MÉMOIRE, GLISSANT SUBSTITUAIT « UN DEVOIR DE CONNAISSANCE ET, DANS LE CAS DES ESCLAVAGES, DE RE-CONNAISSANCE : ET C'EST LA CONNAISSANCE, ET ELLE SEULE, QUI RAVIVERA LA MÉMOIRE ». VOILÀ NOTRE SÉLECTION.

Texte Floriane Jean-Gilles

À FAIRE



Remonter son arbre généalogique jusqu'à découvrir la trace de ses aïeux libérés et nommés en 1848. Anchoukaj est l'œuvre d'un travail d'archives titanesque, mené par le Comité marche du 23 mai 1998, restitué au public à travers ce moteur de recherche. Vous êtes à un clic de la larme à l'œil !

www.anchoukaj.org

À LIRE



On aime l'idée qu'il n'y a pas d'âge pour parler de l'esclavage. Et encore plus, quand on sait la difficulté qui persiste parfois à aborder cette question en famille. Ce livre documentaire pose les premiers jalons, de l'Antiquité à nos jours, sans rien occulter des violences et des résistances. Écrit par Audrey Guillier et illustré par Sara Vincenzi, l'ouvrage a été relu par Myriam Cottias, directrice du Centre international de recherches sur les esclavages et post-esclavages (CIRES),

L'esclavage, de l'oppression à la liberté, éditions Milan, 40 pages, 2026. À partir de 7 ans.

À ÉCOUTER

Ils sont artistes, universitaires, historiens, militants associatifs, filles et fils d'esclaves ou descendants de négriers, tous racontent l'esclavage au micro d'Aurélie Bambuck. Cette série de 4 reportages est à la fois une déambulation géographique, dans les anciens ports de la traite atlantique, et une mémoire vivante et polyphonique. Chaque histoire, chaque souvenir de famille, chaque nom, chaque lieu, chaque initiative raconte une histoire plus grande et contribue, en patchwork, à en faire l'héritage de tous. C'est passionnant et nécessaire.



Esclavage : héritage d'hier, voix d'aujourd'hui (4 épisodes), à écouter sur Radio France

À VOIR

On a tous en tête cette image de Christiane Taubira, au pupitre de l'Assemblée nationale, déclarant : « Nous allons décrire le crime, l'œuvre d'oubli, le silence, et dire les raisons de donner nom et statut à cette abomination ». Un discours qui fait date, une loi pionnière. Le documentaire de Mathilde Damoiseil en ravive le souvenir, 25 ans après.



Christiane Taubira : une loi pour mémoire, disponible sur france.tv

À MÉDITER

« C'est en quoi la mémoire des esclavages nous est avant tout précieuse. Comme la mémoire de tout massacre ou de tout génocide, elle importe à l'équilibre du monde. Non pas parce que la mémoire nous est indispensable, ni parce que la morale nous l'impose, mais parce que l'absence de mémoire laisse en chacun et en tous une faiblesse irréparable. Et aussi parce que toute mémoire récupérée est avant tout un outil de solidarité entre peuples. Il nous faut d'abord nous souvenir ensemble, et que l'oubli à l'occasion devienne un consentement non troublé, ratifié par tous. Notre action la plus haute devrait être de restaurer dans ce monde les prestiges de l'alliance, et d'aviver la rencontre des différences. »

Mémoires des esclavages, Édouard Glissant, éditions Gallimard/La documentation française, 2007

À DÉCOUVRIR



Audrey Célestine, historienne et politiste, professeure à l'Université de New York et présidente du conseil scientifique de la Fondation pour la mémoire de l'esclavage (FME)

PERDRE LA MÉMOIRE, LA RECONVOQUER, EN FAIRE UN DEVOIR, EN ÉRIGER LES LIEUX POUR CONSTRUIRE UNE MÉMOIRE COLLECTIVE. QUE SIGNIFIE « SE SOUVENIR » ? NOUS AVONS POSÉ LA QUESTION À AUDREY CÉLESTINE, HISTORIENNE ET POLITISTE, PROFESSEURE À L'UNIVERSITÉ DE NEW YORK ET PRÉSIDENTE DU CONSEIL SCIENTIFIQUE DE LA FONDATION POUR LA MÉMOIRE DE L'ESCLAVAGE (FME).

En ce mois des mémoires, que signifie, pour vous, « se souvenir » ?

La question n'est pas si simple. Les gens n'ont jamais cessé de se souvenir, ils le font d'ailleurs tout le temps. La peur du retour de l'esclavage, l'enjeu de la dignité, l'enjeu de s'en sortir, sont autant de questions qui ont traversé nos sociétés depuis l'abolition. Là où l'enjeu de se souvenir est plus complexe, c'est lorsqu'il touche au caractère officiel de la chose. Il s'agit là de se souvenir de façon collective et d'inscrire cela dans un calendrier national. Il s'agit de la construction même de la nation. C'est plutôt ça, je pense, l'enjeu d'actualité. Aujourd'hui, se souvenir, c'est prendre la mesure de cette histoire-là et de ses traces dans le présent de tous. Notre modernité, le monde dans lequel nous habitons, est le résultat de ces mécanismes puissants.

On parle aujourd'hui plus volontiers de « travail de mémoire » plutôt que de « devoir de mémoire », pouvez-vous nous expliquer pourquoi ?

Il y a, peut-être, dans la notion de devoir de mémoire, un aspect normatif, qui peut sonner un peu creux, presque de l'ordre de l'incantation. Alors qu'il y a dans l'expression « travail de mémoire », cette idée que les

choses sont à recommencer en permanence, c'est-à-dire qu'il y a un travail de transmission, de mise à jour des connaissances, de commémorations qui n'est jamais abouti. Je pense que c'est un peu ça que le passage de « devoir » à « travail » peut impliquer.

Les lois mémorielles suscitent encore le débat, qui doit écrire l'histoire ? Et pourquoi ces lois sont importantes ?

Les lois mémorielles n'arrivent pas de nulle part, elles n'arrivent pas juste pour des raisons purement morales, elles agissent comme une réponse au négationnisme ou au révisionnisme. Et si les historiens travaillent à partir de sources, de méthodes, dans un rapport à la vérité, ils ne sont pas les seuls acteurs de l'écriture du passé. En réalité, ce passé est l'affaire de tous, et l'histoire elle-même n'est pas figée.

Après la loi Taubira, on a pu constater une recrudescence des recherches sur l'esclavage. L'historienne Dominique Rogers en a, d'ailleurs, dressé un état des lieux, dans le *Livre Blanc de la recherche française sur les esclavages (LiBRE)* qu'elle a coordonné au nom de la FME. Beaucoup pensent que la loi ne devrait pas avoir à faire avec l'histoire, et peut-être ; mais dire que ces lois empêchent les historiens de faire leur travail, c'est faux. C'est faux parce qu'il y a de plus en plus de recherches sur ces questions. La loi a permis d'apporter une légitimité à ces sujets.

Les lois mémorielles n'ont rien à voir avec la repentance ou la flagellation, elles prennent acte, elles disent : « Voilà ce dont on parle, des millions de vies ont été exterminées ». Et si pour cela il faut des moments de commémoration, il faut des discours, il faut des manifestations, eh bien soit ! Et en fait, là, on est au-delà de l'écriture de l'histoire.

Vous souvenez-vous de la première fois où vous avez été confrontée à l'histoire de l'esclavage ?

Le premier souvenir qui me revient à l'esprit, c'est en 1988, j'avais 8 ans, et je jouais le rôle d'une esclave dans un grand spectacle, organisé en plein air, à Fort-de-France, intitulé *Liberté inachevée*, sous la houlette d'Ousmane Seck, professeur de théâtre. Le spectacle avait été organisé dans le cadre de la 140^e commémoration de l'abolition de l'esclavage. Je fais partie de cette génération pour laquelle l'esclavage n'a jamais été une histoire tabou. Je garde aussi le souvenir de discussion de famille sur le colorisme, qui découle tout droit de ce passé. Mais j'ai pris la mesure de l'horreur que ça représentait de façon très progressive. Je pense que le film *Rue Cases-Nègres*, d'Euzhan Palcy, m'a permis de faire le pont entre le monde des années 1980 dans lequel je vivais et le monde de l'esclavage, par cette représentation de la première moitié du XX^e siècle. J'ai aussi en tête, comme beaucoup de personnes, la série *Roots (Racines)*. Par conséquent, la

représentation que j'avais de l'esclavage, c'était le coton et les États-Unis. Puis, on a connu les *telenovelas*, que ma grand-mère adorait, comme *Isaura*. Mais là, c'étaient les images du Brésil. Pourtant on se reconnaissait dans ces fictions, la culture populaire a joué un rôle dans mon appréhension de l'histoire de l'esclavage.

Si vous deviez recommander un livre, un film, un podcast essentiel pour renouer avec l'histoire de l'esclavage, lequel serait-il ?

Ce n'est pas facile de choisir, car c'est un patchwork. Mais si je dois en citer un seul, je dirai que *Silencing the Past* de Michel-Rolph Trouillot, récemment traduit en français, sous le titre *Faire taire le passé*, a beaucoup compté pour moi. C'est un livre important sur la réflexion entre le passé, le présent, la mémoire, sur ce que la révolution haïtienne a fait à l'histoire, sur la manière dont cette révolution a reconfiguré les catégories de liberté, parce que d'un coup, il est devenu possible que des esclaves se révoltent au nom de l'émancipation.

La sélection d'Audrey Célestine



Livre Blanc de la recherche française sur les esclavages (LiBRE), coordonné par Dominique Rogers (à lire sur Calaméo)



Rue Cases-Nègres de Euzhan Palcy (1983)



Faire taire le passé, éditions Lux, 280 pages, 2025

CAP SUR L'ÎLE DE GORÉE



Il y a 50 ans, Léopold Sédar Senghor, président du Sénégal, arrivait en Martinique en visite officielle. Nous sommes en 1976 et la rencontre avec Aimé Césaire fait date parce que c'est la première fois qu'un dirigeant africain en exercice voyage en Martinique, parce qu'elle célèbre les retrouvailles culturelles avec l'Afrique, parce qu'elle réunit deux figures intellectuelles et politiques indiscutables, fondatrices du concept de négritude. Un demi-siècle plus tard, pour commémorer cette rencontre, une yole martiniquaise a été acheminée jusqu'à l'île de Gorée où elle fera une traversée unique avant de devenir une pièce de musée qui relie deux territoires et reconnecte une histoire longtemps fragmentée entre l'Afrique et les Caraïbes. Texte Mathieu Rached

Libres et Lumineuses

NOUS AVONS CÉLÉBRÉ, LE 29 AVRIL DERNIER, LA SORTIE DE LA 4E ÉDITION DU MAGAZINE *PORTRAITS DE FEMMES*. UNE CENTAINE D'INVITÉES ÉTAIENT RÉUNIES AU PALM, AVEC LE SOUTIEN DE BMW, DES RHUMS CLÉMENTS ET D'ORANGE. AU COURS DE CETTE SOIRÉE, PLACÉE SOUS LE SIGNE DE LA CRÉATIVITÉ : DÉMONSTRATION DE POLE DANCE PAR ABIGAIL ET YLANA DE FABRIQUE, IMPROVISATION DE SLAM SIGNÉE MAPIE ET DJ SET DE QUEEN CI.

Photo Jean-Albert Coopmann



Coralie Bugeil, directrice du Palm



Cindy M. alias Didyoulove, illustratrice, et Marie Ozier-Lafontaine, rédactrice en chef du Portraits de Femmes Martinique



Marie-Pierre Loiseau dite Mapié, attachée de direction CGSS Martinique



Thierry Ceccini, conseiller commercial BtoB BMW-Mini Martinique-MBM et son épouse Lily Ceccini, responsable commerciale Antilles-Guyane AGREGÉ DOM TOM



Eve-Marie Vartel-Edmond, responsable communication E.Leclerc, et Maïna Ozier-Lafontaine, analyste pricing des E.Leclerc Antilles



Hélène Sérignac, journaliste et présentatrice d'ATV, et Anaïs Venance-Sérignac, chargée de mission qualité de Kadaly's



Olivia Audeney, responsable partenariat Bred, Michéla Adin, directrice générale de l'ODE, et Béatrice Duchet, past présidente Soroptimist de Fort-de-France



Yann Woisson, directeur BMW-Mini Martinique-MBM et son épouse



Stéphanie Rossignol, présidente de DroidedamHolding, et son compagnon Charles Larher, directeur général chez les héritiers H.Ciément



Claire Riche, directrice de la communication GBH



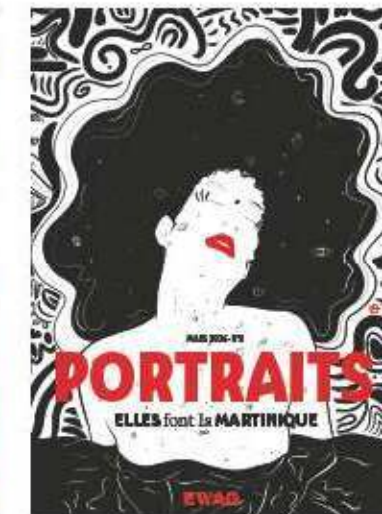
Alexandrine Miles, PDG Positif Business



Claude Tifina, économiste chroniqueuse d'ATV, et Suzon Sainte-Rose, directrice du Grand Ballet de Martinique



Caroline Dintimille-Prévert, secrétaire générale du GRADES Martinique



Découvrez le magazine en ligne



L'abus d'alcool est dangereux pour la santé. À consommer avec modération.

Ce qu'il ne fallait pas louper !

ENTRE QUÊTE D'IDENTITÉ, MÉMOIRE HISTORIQUE ET DÉCRYPTAGE SOCIÉTAL, VOICI LES CONTENUS QUI VOUS ONT CAPTIVÉS CES DERNIÈRES SEMAINES.



KANY : L'IDENTITÉ PLURIELLE

« Je suis bien Martiniquaise, Malienne et Ivoirienne. » L'artiste Kany s'est livrée sur son parcours, entre R&B, afro-pop et racines caribéennes. Sans calcul, le créole s'invite naturellement dans ses textes, reflet d'une identité riche qu'elle ne remet jamais en question.

▶ 271,6 k vues
♥ 22,8 k Interactions



BUMIDOM : LE VÉCU D'UNE GÉNÉRATION

À travers le récit poignant de Jérônise, partie à 18 ans, nous sommes revenus sur l'histoire du BUMIDOM. Entre promesses de formation et réalité des tâches domestiques, ce témoignage en deux parties lève le voile sur le déracinement et la résilience de toute une génération.

▶ 317,2 k vues
♥ 13,2 k Interactions



FANN TCHOU : L'ANALYSE

Le « fann tchou » est-il un frein à notre réussite collective ? Le psychologue Errol Nuissier a décrypté pour nous cette expression créole, souvent synonyme d'une énergie détournée pour empêcher l'autre d'avancer. Une réflexion sur l'importance de transformer nos dynamiques sociales.

▶ 150,9 k vues
♥ 2,9 k Interactions



@EWAG.FR

Juin 2026



on (se) formait pour (se) transformer ?

Retrouvez toute la programmation 2026



Vous souhaitez communiquer ?
CONTACTEZ-NOUS

GUYANE
0694 26 55 61

GUADELOUPE / SAINT-MARTIN
0690 37 54 82 / 0690 27 82 22

MARTINIQUE
0696 07 62 64 / 0696 81 60 43





et toujours
aussi
frais!

déjà
ans!
Fraisiment délicieux!



Les Boutiques
CAP CRÉOLE

ÉPICERIES FINES DES ANTILLES

DES SPÉCIALITÉS GÉNÉREUSES ET AUTHENTIQUES

Rillettes de la Mer, Nuggets de Daurade, Saucisson de la mer, Saucisses de Marlin, Poisson fumé & tranché des Caraïbes, Hâchés de Thon ou de Marlin aux herbes, Tapas de la mer, Magret de canard fumé, Filet mignon de porc fumé, Cave à Rhums & vins fins, produits culinaires locaux



- Le Lamentin
ZI La Jambette
- Ducos
ZI Canal Cocotte
- Trois îlets
Trois îlets Village



NOUVEAU

LIVRAISON À DOMICILE
en France • capcreole.com